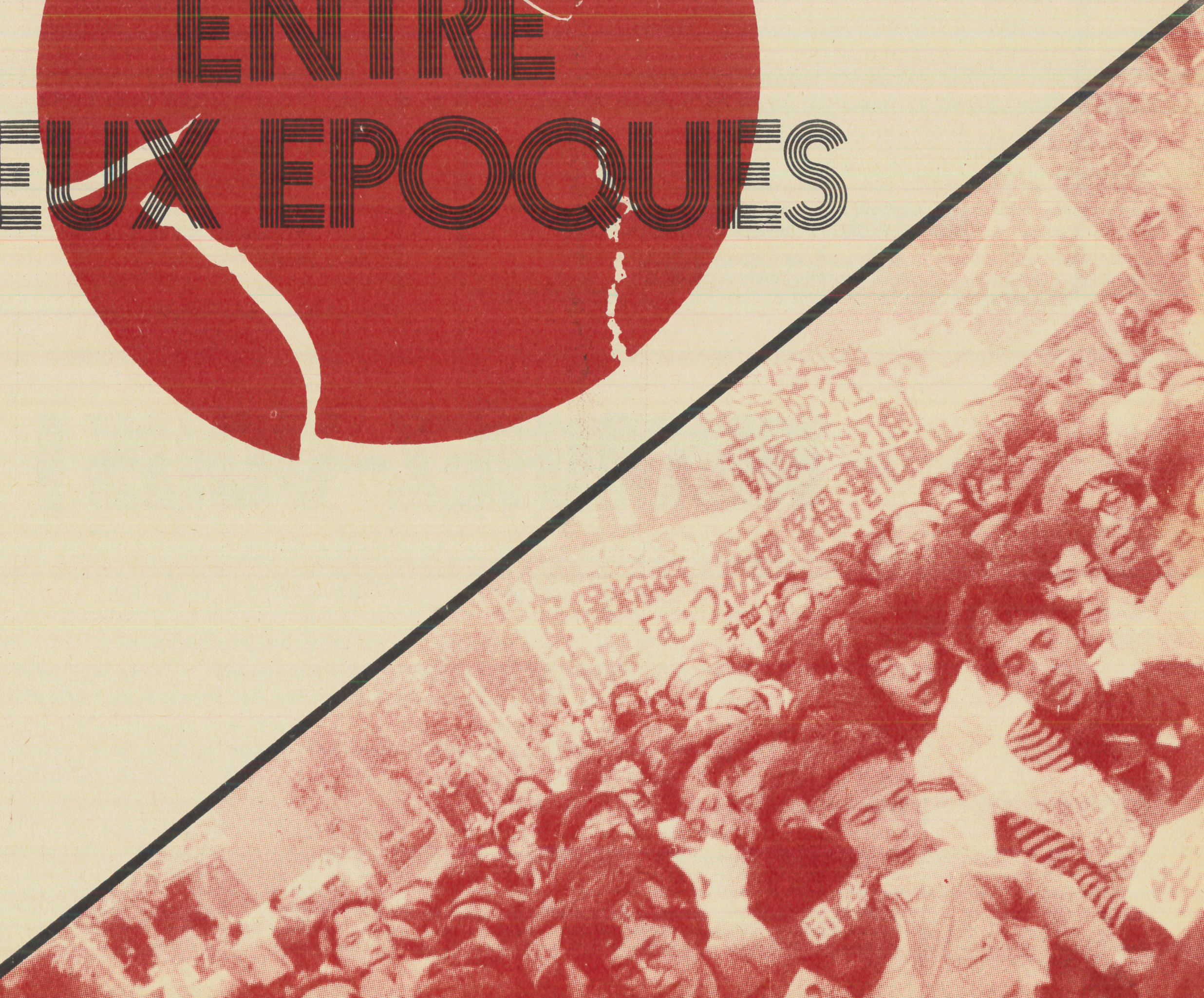
inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, N°66, 27 janvier 1977

30 fb, 4 ff, 2,50 fs

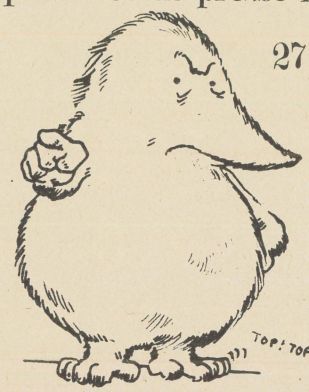
LE JAPON ENTRE DEUX EPOQUES



inprecor

correspondance de presse internationale

N°66 27 janvier 1977



rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements

Normal		Collectivités	Etranger
1 an	300 ff	200 ff	500 ff
6 mois	150 ff	100 ff	250 ff
3 mois	80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
Eviter les mandats internationaux.
Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.
S. P. N. Service Abonnement.
2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

quotidien communiste révolutionnaire

SOMMAIRE

JAPON
Entre deux époques
Interview de Jiro Kurosawa page 3

SRI LANKA
La grève des transports page 12

ILE MAURICE
Rectificatif page 13

RFA
La lune de miel est terminée
Werner Hülsberg page 14

GRANDE-BRETAGNE
Les syndicats et la crise économique
Alan Jones page 22

FRANCE
Les élections municipales et les révolutionnaires page 26

SUISSE
Crise et 40 heures
Karl Brunner page 28

POLOGNE
Une défense efficace !
Document page 30

ABONNEZ-VOUS !

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; $Can 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout réglement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

JAPON

ENTRE DEUX EPOQUES

interview de Jiro KUROSAWA

Les résultats des élections à la Chambre basse de la Diète (le Parlement japonais) font apparaître un recul majeur du Parti libéral démocrate (PLD), le parti gouvernemental. Le pourcentage des voix recueillies par le PLD passe de 47% en 1972 à 42% en 1976. Pour la première fois en 21 ans, le parti gouvernemental unique qu'est le PLD a perdu la majorité absolue à la Diète, emportant 249 sièges sur 551. Néanmoins, l'adhésion, au lendemain des élections, de 8 députés conservateurs "indépendants" au PLD lui a redonné une petite majorité de 257 sièges. Dans la précédente Diète, qui comprenait alors 491 sièges, le PLD en occupait 271. De plus, 3 membres du cabinet antérieur n'ont pas été réélus, pour la première fois depuis 58.

Le Parti communiste a aussi subi des pertes, son groupe parlementaire passant de 39 à 17 membres (bien que le pourcentage de voix recueillies par le PC ne chute que très légèrement de 10,49% à 10,38%). Le Parti socialiste a, pour sa part, gagné 11 sièges, son groupe passant à 123 membres dans la nouvelle Diète. Ce sont essentiellement les formations dites "modérées" qui ont accru de façon significative leur poids parlementaire. Le Parti socialiste-démocratique, une scission de droite du PS, voit son nombre de députés passer de 19 à 29.

Le Komeito (parti du "gouvernement propre", d'inspiration bouddhiste) a emporté 55 sièges au lieu de 30 précédemment. Quant au Nouveau Club Libéral, une petite scission du PLD animée par de jeunes députés, il s'était engagé dans la bataille électorale avec 5 parlementaires. Il en a maintenant 17, et deux d'entre eux ont reçu plus de voix qu'aucun autre des 897 candidats à la Diète.

A la suite de la défaite électorale du PLD, le premier ministre, Takeo Miki, a donné sa démission et a été remplacé par Takeo Fukuda, un autre dirigeant du PLD.

Bien que le PLD reste à la barre, la situation post-électorale du Japon est profondément bouleversée par rapport à celle qui prévalait antérieurement. Les résultats électoraux reflètent de façon déformée la profondeur nouvelle de la crise du système politique nippon. Nous publions ci-dessous une interview de Jiro Kurosawa, membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, section japonaise de la IV° Internationale, accordée le 29 décembre 1976. Il analyse la signification des résultats électoraux et les perspectives d'évolution de la crise politique et économique du pays.

Le PLD a essuyé un revers lors des élections à la Chambre basse. D'aucuns ont parlé d'une défaite catastrophique bien que le nombre de sièges perdus soit peu élevé et qu'il conserve encore le contrôle du gouvernement. Quelle est l'ampleur réelle de ce revers et quelles en sont les causes ?

Le PLD déclara au début de la campagne électorale qu'il s'estimerait victorieux s'il conservait le contrôle de 271 sièges. Cela représente le même nombre de sièges que ceux qu'il détenait avant la dissolutionde la Diète. Cependant, compte tenu de l'augmentation du nombre de sièges à pourvoir pour la nouvelle Diète (20), le PLD escomptait en fait une perte de dix sièges. Il en perdit en réalité 20 de plus que ce qu'il avait prévu. le PLD ne peut actuellement se prévaloir que d'une faible majorité numéri-

que dans la Chambre basse, trop faible pour contrôler toutes les Commissions parlementaires, comme c'était le cas auparavant.

Ces résultats sont la conséquence directe du scandale des pots de vin de la Lockheed. Ils reflètent notamment l'offensive anti-gouvernementale que les masses eurent la possibilité de mener au sujet de cette affaire en février et mars 1976. Depuis avril cependant, les masses ne se sont plus dressées contre le gouvernement. En conséquence, les effets du scandale de la Lockheed se sont exprimés sous la forme d'une crise interne au parti dirigeant, en proie à des divergences internes sur la stratégie à employer pour faire face aux revendications populaires (voir Inprecor n°59 du 7 octobre 1976). Les diverses fractions du PLD sont restées divisées sous cette pression, et le parti est entré dans les élections en état de scission de fait entre le "courant dominant" du parti bourgeois mené par Takeo Fukuda, et le regroupement minoritaire opéré sous la direction de Miki, alors Premier ministre. Ces deux groupes ont effectivement fait campagne à part et c'est dans ces conditions que l'ensemble du PLD a subi une défaite importante.

Miki espérait limiter la désaffection électorale des masses à l'égard du PLD grâce à une politique préfigurant en quelque sorte celle d'un éventuel gouvernement de coalition. Il accepta de passer des compromis avec le Parti socialiste, tout en tentant de modérer le "courant dominant" bourgeois. Mais Miki n'est pas pour autant parvenu à gagner un soutien de masse du fait du contexte néfaste produit par le scandale de la Lockheed et de la division du PLD dans la campagne électorale.

La politique de Miki avait réussi lors de "l'Offensive ouvrière de Printemps" (Shunto). Jusqu'en 1974, le Shunto avait toujours été marqué par le déclenchement de nombreuses grèves pendant une période de dix jours. Mais en 1975, Miki parvint à bloquer la généralisation des luttes industrielles. En ce sens, en 1975 la politique de Miki réussit à modérer les luttes de masse - ou du moins à limiter la polarisation politique en cours. Néanmoins, cette orientation s'avéra incapable de faire face à l'éclatement du scandale Lockheed.

Le Parti socialiste reste le plus important parti d'opposition présent dans la Diète. Cependant, ses gains électoraux furent relativement modestes. Pourquoi ?

En fait, le total des voix qui se sont portées sur le PS stagne. En termes de sièges à la Diète, le PS est certes sorti renforcé des élections à la Chambre basse par rapport à celles de 1972. Mais cela est la conséquence du remaniement électoral et de l'adjonction de 20 nouveaux sièges. Un aspect des accords passés entre le gouvernement de Miki et le PS en échange de la collaboration du PS en matière de paix sociale depuis le Shunto de 1975, consistait justement à redécouper en faveur des socialistes certaines circonscriptions. Le compromis était d'importance. Le PS n'a pas gagné beaucoup de sièges en dehors de ceux créés à l'occasion du redécoupage électoral.

La distribution géographique des votes favorables au PS s'est aussi significativement modifiée. La force du PS, comparée aux élections précédentes, a diminué dans les zones urbaines, tant en nombre de sièges qu'en pourcentage de voix obtenues. Les voix rurales du PS ont en même temps quelque peu augmenté. Nous pouvons donc en conclure que le PS a repris dans les campagnes ce qu'il a dû concéder dans les villes et la plupart des nouveaux sièges conquis par le PS étaient des cadeaux de Miki. Le pourcentage total des voix qui sont allées vers le PS fut inférieur cette fois à celui d'il y a quatre ans.

Cet accroissement des voix du PS dans les campagnes reflète un phénomène que nous avions entrevu lors des élections précédentes. En clair, les voix des personnes qui s'éloignent du PLD tendent à se reporter sur le PS. Il s'agit là en un sens de l'expression politique initiale que prend la désaffection populaire à l'égard du PLD dans les campagnes. Cette phase est déjà dépassée à Tokyo et dans les autres centres urbains. Le processus de différenciation politique en cours s'exprime là par le gain par le PS de voix qui allaient précédemment au PC et par la perte d'une partie de ses propres voix au profit d'autres partis. De façon générale, la force du PS dans les centres urbains est nettement en déclin.

Je voudrais insister sur quelques autres aspects des résultats obtenus par le PS. D'une part, presque tous les dirigeants en vue du PS, excepté le président et le vice-président du parti, ont été battus lors de ces élections. C'est notamment le cas des deux membre dirigeants de la commission politique du parti, et des dirigeants des principales fractions internes du parti, comme Saburo Eda.

D'autre part, les dirigeants social-démocrates perdants étaient parmi ceux qui dépendaient le plus des principaux syndicats pour faire le plein de leurs voix. Un des faits marquants de cette campagne électorale est que les syndicats dirigés par les social-démocrates n'ont pas soutenu activement les candidats du PS. Les principaux dirigeants socialistes avaient pris l'habitude de compter sur la stabilité du soutien syndical pour s'assurer le gros de leurs voix. Ils pensaient qu'il suffirait d'y faire appel une nouvelle fois pour être réélus. C'était d'ailleurs suffisant depuis longtemps dans les bastions traditionnels du PS, comme la ville de Sendai. Cette stratégie s'est cette fois complètement effondrée car les syndicats les plus importants ont tout simplement refusé de lever ne serait-ce que le petit doigt.

On peut y voir une des conséquences des échecs des Shuntos de 1975 et 76. Cela illustre très clairement l'évolution des rapports entre le PS et la classe ouvrière surtout en ce qui concerne les syndicats affiliés au Sohyo (1).

Pourquoi le PC a-t-il essuyé une défaite aussi sévère ?

Le pourcentage des voix obtenues par le PC n'a été inférieur que de 0,1% à celui des élections précédentes. Mais, en termes de représentation parlementaire, le PC a subi une défaite aux proportions historiques. Il a perdu 21 sièges. Cette perte reflète le glissement géographique des voix du PC, car leur dispersion était plus grande cette fois et n'était plus concentrée dans quelques bastions urbains. Nous pouvons affirmer que dans ces bastions, le PC a perdu une partie de sa base traditionnelle de soutien à la fois vers la droite que vers la gauche.

Auparavant, le PC trouvait son soutien principal dans les populations urbaines, avant chez les travailleurs du secteur de l'enseignement et les employés municipaux. Le PC s'est implanté là en répondant aux préoccupations économiques de ces couches sociales et en les organisant localement sur la base des quartiers. Il a pu ainsi former des gouvernements municipaux "rénovateurs" dans différentes villes. Telle fut plus ou moins la structure du mouvement qui permit au PC s'asseoir son impact croissant.

Cependant, au cours des deux dernières années, le soutien apporté par les enseignants et les fonctionnaires aux staliniens a diminué du fait des nouvelles théories avancées par le parti. Selon elles en effet, "la profession d'enseignant est sacrée" et "les employés municipaux ne sont pas des travailleurs, mais sont au service du public". Ces "innovations" théoriques avaient pour but de justifier l'abandon par le PC des luttes que ces travailleurs engageaient pour obtenir le droit de grève. Le PC a perdu de son influence - ainsi que des militants - dans ces couches de travailleurs qui constituaient sa base principale dans le mouvement syndical.

Lors de la dernière campagne électorale, le PC distribua bien évidemment des tracts et mena diverses activités de propagande. Mais il ne parvint pas, pour ce faire, à mobiliser en nombre ses habituels synmpathisants syndicaux.

Les staliniens ne parvinrent pas à organiser des manifestations de rue de la même ampleur qu'auparavant. Les seules couches de la base du PC où il ne semble pas avoir perdu de son influence sont les vieux. Le PC a aussi perdu sa capacité de mobilisation dhez les étudiants, alors que le soutien apporté au PC par le mouvement étudiant avait été dans les élections précédentes un important facteur de victoire. Cette année par exemple, les jeunesses du PC ont organisé des manifestations sur les campus au sujet du scandale de la Lockheed et ils ne parvinrent dans certains cas à ne mobiliser que quelques centaines d'étudiants, ce qui n'est pas mieux que ce que nous parvenons à mobiliser.

Il est donc possible de dire que le PC a mené sa campagne électorale sans le soutien actif des militants syndicaux et des étudiants dont l'apport avait été décisif lors des campagnes antérieures. Tenter de faire campagne sans ces éléments signifierait pour le PC la même chose que de faire démarrer une voiture sans moteur.

Tandis qu'il perdait cette base de soutien à sa "gauche", le PC devait en même temps faire face aux contradictions propres des gouvernements municipaux réformistes auxquels il participe. De très nombreuses personnes avaient soutenu le PC dans les élections municipales non pas par affinité idéologique avec le PC, mais parce que ce dernier représentait pour elles un gage d'honnêteté politique, de "propreté". Certains de ces sympathisants se sont détournés du PC parce qu'il se trouvent maintenant à sa gauche, ou au moins parce que le PC n'offre aucune alternative positive à ceux qui commencent à se poser sérieusement la question du pouvoir politique. Le thème central de la propagande du PC durant cette campagne électorale s'est finalement résumé à la dénégation des attaques anti-communistes plutôt qu'à fournir des perspectives concrètes au niveau du pouvoir gouvernemental. En ce sens, le PC s'est aliéné une partie de ses voix traditionnelles tant à droite qu'à gauche.

Ces tendances sont apparues pour la première fois lorsque Minobe, gouverneur réformiste de Tokyo, se présenta en 1975 pour être réélu. La ligne du PC subit une évolution droitière constante symbolisée en 1976 par la décision de de supprimer l'expression "dictature du prolétariat" dans le programme du parti. Il y a là plus que le simple abandon d'un mot d'ordre célèbre. Il y a derrière cet abandon une évolution du PC qui a contribué à la démoralisation d'une partie de ses membres et à la perte de sympathisants du PC. Pour le militant

moyen, la trahison la plus flagrante était sans doute la nouvelle "théorie" selon laquelle les travailleurs de l'enseignement et ceux des administrations municipales n'étaient pas véritablement des travailleurs et ne devaient donc pas bénéficier du droit de grève.

Suite à sa scission du PLD l'été dernier, le Nouveau Club Libéral (NCL) a connu une forte progression électorale. Le Parti socialiste démocratique (PSD) et le Parti Komeï ont aussi gagné des voix dans des proportions nettement plus importantes qu'auparavant. La presse bourgeoise a vu dans ces victoires l'expression du "rejet par le peuple de la droite aussi bien que de la gauche, la preuve de sa préférence pour une politique modérée au centre". Cet affirmation est-elle justifiée ?

Le Komeï, le PSD et le NCL ont connu un impact de masse - y compris des secteurs de la classe ouvrière - grâce au thème avancé durant leurs campagnes : "Il faut nous débarrasser du PLD et revenir à un jeu politique propre"... Leurs stratégies politiques étaient dans un certain sens, les plus proches que toute autre de la sensibilité dominante des masses. La caractéristique principale de la politique électorale de ces partis est qu'ils ont totalement évité de définir les contours du gouvernement qu'ils avaient l'intention de former. Au lieu de présenter une perspective politique détaillée, ils se sont simplement bornés à répéter sans trêve "il faut nous débarrasser du PLD". Il s'agissait vraiment pour ces trois partis de mener une campagne démagogique sur la sensibilité des masses, surtout en ce qui concerne le NCL.

Or, dans une situation où le PS et le PC refusaient eux aussi de parler clairement de leurs plans politiques, du type de gouvernement qu'ils se proposaient de former, les masses se sont tournées vers le Komeï et le PSD ou le NCL simplement pour exprimer leur sentiment anti-PLD. Il est vrai que le PS et le PC ont quand même récolté une partie de ces voix, mais "l'électorat flottant" a réellement représenté la clé du succès des partis Komeï, PSD et NLC. Le soutien à ces partis a crû de la manière la plus évidente dans les villes principales.

Ces gains du Komeï, PSD et NLC - surtout dans les régions urbaines - ne reflètent pas tant le soutien aux programmes politiques de ces partis que la combinaison du processus de désaffection à l'égard du PLD et de désillusion par rapport aux social-démocrates et aux staliniens. Nombreux sont ceux qui avaient dans le passé voté pour le PS ou le PC et qui cette fois se sont tournés vers ces autres partis faute d'alternative claire. C'est pourquoi il n'est pas juste de parler de "choix populaire en faveur de la modération" en ce qui concerne les résultats de ces élections. Il s'agit au contraire de l'expression d'une déception des électeurs qui n'étaient pas confrontés à un choix clair de ligne politique et qui en désespoir de cause se sont tournés vers les candidats du "centre" dont les partis n'avaient pas encore mis leur ligne politique à l'épreuve de la pratique.
Le pouvoir d'attrait du NCL, par exemple, a tenu précisément à sa nouveauté. Sa ligne politique sera cependant mise à l'épreuve dans un délai bref, avant même celles du PS et du PC.

Le réussite du Komeï est aussi le reflet de sa croissance organisationnelle. Son influence s'est accrue parmi les couches petites bourgeoises et parmi les travailleurs inorganisés. Il a ainsi constitué une structure organisationnelle partant du quartier et entretenant des liens étroits avec la secte bouddhiste Soka Gakkaï. Beaucoup de nouveaux sympathisants du Komeï étaient auparavant sous l'influence du PC. La période de "boom" économique de la fin des années 60 au début des années 70, le PC s'implanta dans les couches urbaines que la prospérité économique avait laissées pour compte. Le PC leur promit un accroissement des dépenses sociales grâce aux gouvernements municipaux "rénovateurs". Cependant, la fin de l'expansion économique rapide et les coupes sombres effectuées dans leur budget par les gouvernements municipaux ont contribué à détourner ces couches du PC. Les augmentations relatives de dépenses sociales effectuées par les gouvernements réformistes locaux ont toujours dépendu de fonds déterminés par le gouvernement national où le PLD régnait. Le PLD réclame à présent des compressions budgétaires et le PC a refusé de prendre la direction de luttes de masse contre elles. C'est alors que les travailleurs inorganisés et certaines couches de la petite bourgeoisie urbaine qui avaient coutume de soutenir le PC, sont maintenant attirées par le Komeï et ses organisations locales qui promettent un meilleur financement des services municipaux.

Pourrais-tu résumer la signification globale des résultats électoraux ?

Cette élection montre que, pour la première fois depuis les années 50, la radicalisation des masses a commencé à poser le problème d'une alternative au gouvernement PLD. Les masses laborieuses ne sont pas encore conscientes du type de gouvernement qu'elles veulent mettre à sa place, mais elles en ont en ont assez du PLD. En ce sens, les élections ont marqué un tournant dans l'histoire du Japon.

Le PLD a perdu sa majorité numérique dans la Chambre basse lors de cette élection ; il ne conserve sa faible marge de majorité que parce que quelques membres de la Diète, inscrits auparavant comme indépendants, se sont ralliés à lui après les élections. La polarisation de classe qui se reflète dans les résultats électoraux n'en est encore qu'à une étape embryonnaire. Elle ne s'est exprimée que de manière très confuse et incomplète. C'est-à-dire qu'elle ne s'opère pas encore autour d'

une alternative gouvernementale clairement définie. Il s'agit néanmoins d'une tendance politique objective et importante.

Le rôle du PS et du PC a encore accentué cette confusion. Ce sont les seuls courants qui étaient en mesure d'offrir une alternative réaliste au PLD. Mais ils ont refusé d'assumer cette responsabilité. Au contraire, ils ont essayé de mettre de l'eau dans le vin dans leurs programmes, de formuler leurs mots d'ordre de manière plus vague et de se présenter comme "modérés". Ceci fut particulièrement clair dans les dans les dernières semaines de la campagne électorale quand le président du PS, Narita, annonça publiquement que le PS serait d'accord de participer à une coalition gouvernementale avec des éléments du PLD, même si cela signifiait l'abandon par le PS de sa revendication de toujours, demandant l'abrogration du traité de sécurité nippo-américain. Miyamoto, président du PC, n'hésita pas plus de 24 heures avant de faire valoir la même bonne volonté.

Dans ce contexte, tous les partis, à l'exception du PLD, refusant de parler de leur programme de gouvernement, le processus de différenciation au sein des masses fut très vite interrompu. En conséquence, la désaffection des masses par rapport au PLD s'est souvent traduite par un vote en faveur des partis "modérés". Voilà pour ce qui est des traits fondamentaux des résultats électoraux.

Un autre facteur a joué. Les luttes des travailleurs, au cours des deux dernières années, ont trop souvent été dispersées du fait des orientations du PS et du PC. Non seulement la force électorale des travailleurs a baissé dans les zones urbaines, mais le Shunto a échoué deux années de suite. Aucune tendance nationalement organisée n'avait la volonté d'aider la classe ouvrière à se confronter au PLD de façon organisée. Dans cette élection, les travailleurs étaient objectivement privés de tout pôle d'attraction national autour duquel ils auraient pu articuler la lutte contre le PLD.

Quels sont les facteurs qui sont à la base de cette crise de domination du PLD au Japon ?

Deux facteurs fondamentaux sont à la base de la crise actuelle du gouvernement PLD. Le premier est dû à la banqueroute du "boom" économique qui s'est poursuivi dans les années 60 (voir Inprecor du 11.11.76, n°61/62). Cette banqueroute se manifestait déjà lors de l'explosion de la combativité et de la radicalisation de la jeunesse en 1968. Ce mouvement constituait clairement une réaction aux contradictions engendrée par le développement économique rapide du capitalisme japonais. Mais la récession économique généralisée qui débuta en 1972 transforma cette radicalisation de la jeunesse en un processus de radicalisation étendu à l'ensemble de la société japonaise.

En d'autres termes, la désaffection à l'égard du capitalisme japonais est passée d'un niveau purement intellectuel au domaine de la vie quotidienne des masses, de la déception des jeunes par rapport à la société capitaliste à une désillusion plus généralisée et massive trouvant de plus en plus sa cible dans le gouvernement capitaliste du PLD.

Le second facteur s'est manifesté en même temps. Il s'agit des succès de la révolution mondiale en Extrême Orient. Cependant, l'impulsion formidable donnée par la révolution asiatique à la désaffection des masses à l'égard du PLD, qui a permis de faire basculer à gauche l'énergie des masses, dans un soutien au PC et au PS, cette impulsion s'est éteinte au cours des deux dernières années. Inutile de préciser le rôle important joué dans cette évolution par la "détente" entre les Etats-Unis et la Chine.

Le changement de situation internationale s'est clairement reflété lors des campagnes électorales de 1972 et 1976. Le Traité de sécurité mutuelle nippo-américain a cessé d'être l'axe central de cette campagne. Les partis, durant toutes les élections avant 1976, ont dû avancer des réponses quant au Traité de sécurité. Des masses de gens qui n'étaient pas nécessairement opposés au Traité de sécurité en tant que tel, accordèrent néanmoins leur soutien au PS ou au PC, les considérant comme étant des courants politiques qui leur éviteraient d'être à nouveau entraînés dans la guerre. Par leur vote, ces électeurs affirmaient moins le désir de voir le PS et le PC au pouvoir au lieu du PLD que la volonté de renforcer la coalition politique opposée au Traité, de façon à diminuer les risques de guerre. Cette fois-ci cependant, le Traité de sécurité ne fut pas un point central de la campagne électorale. La détente entre la Chine et les USA y est clairement pour quelque chose - la Chine en fait a accepté l'alliance militaire entre le Japon et les USA.

L'opposition de masse au Traité de sécurité n'avait cessé de croître depuis le début de la Révolution vietnamienne. Cette opposition fut cependant désamorcée et la question du Traité de sécurité fut complètement escamotée lorsque la Chine approuva cet accord. C'est en ce sens que les succès actuels de la révolution en Asie ont aidé au développement de l'influence internationale des courants politiques "modérés". C'est-à-dire que les courants modérés sont devenus au Japon des courants "pro-Chinois". Le parti Komei par exemple se lança activement dans une campagne de coexistence pacifique avec la Chine au moment où la détente entre les USA et la Chine s'amorçait.

Les personnages politiques japonais aujourd'hui les plus en faveur à Pékin sont avant tout l'ex-premier ministre Tanaka du PLD; ensuite le président du Komei, Takeiri; et enfin Saburo Eda, dirigeant de l'aile droite du PS. Ces hommes furent les trois premiers personnages politiques japonais de premier plan invités en Chine. Depuis, les autorités

chinoises ne cessent de souligner leur importance. Ils ont servi à présenter les positions chinoises durant les discussions sur la politique extérieure japonaise. Ces politiciens ont gagné une base de masse au Japon en s'identifiant à la politique internationale de Pékin.

Ils bénéficient des sympathies traditionnelles des masses japonaises envers la Chine, ou tout au moins de leur peur d'une guerre avec la Chine. Comme ils sont les intermédiaires privilégiés des entretiens sino-japonais, la Chine a tout fait pour renforcer l'influence politique de ces politiciens "modérés". Et ce, en tout cas depuis la chute de Tanaka, provoquée par la mise à jour de ses malversations financières. Dans la logique de son opposition à l'URSS, la Chine a manifesté une attitude hostile à l'égard du PC et de l'aile gauche du PS qui est en faveur d'une unité d'action avec le PC. De cette façon encore, l'influence des "modérés" a été renforcée.

Dans ce contexte politique, le progrès de la révolution asiatique a eu des effets contradictoires au Japon : les courants modérés s'en sont trouvés renforcés malgré la montée de la "nouvelle gauche" à la fin des années 60. Aujourd'hui, du fait de la "détente", le rapport de forces entre les modérés et les radicaux penche en faveur des premiers.

Peux-tu préciser ? Vous avez souvent expliqué que la crise gouvernementale du PLD avait été partiellement provoquée par la victoire de la révolution vietnamienne. En quoi cette victoire a-t-elle contribué concrètement à la crise gouvernementale au Japon ?

On évaluait, avant cette victoire, qu'un tiers des électeurs étaient hostiles au Traité de sécurité et que les deux autres tiers étaient pour son maintien. Aujourd'hui, après la victoire de la révolution vietnamienne, un tiers serait hostile au Traité, un tiers ne serait ni pour ni contre et un tiers serait pour. En conséquence, comme le PLD avait basé toute sa stratégie politique sur l'alliance avec l'impérialisme américain, il ne pouvait plus trouver de majorité en faveur de sa politique. Le sentiment qui prévaut actuellement est que le Japon ne devrait plus définir ses options politiques en fonction de la position de Washington, mais en fonction de celle de la Chine. Telle est l'une des conséquences directes de la victoire de la révolution vietnamienne sur la structure même de la vie politique japonaise.

Comment peut évoluer la politique japonaise à l'avenir ? Qu'attendre du nouveau cabinet de Fukuda ?

Le problème le plus délicat auquel doit faire face Fukuda en matière de politique étrangère est celui de la Corée. On peut dire que nous entrons dans une troisième période du rapport entre le cours de la révolution asiatique et la crise gouvernementale au Japon. La première période remonte à 68-72, quand la Chine et le Vietnam pesaient ensemble face à l'alliance nippo-américaine. C'est alors que le PLD commença à perdre des sièges et en fait à s'effondrer.

En 1972-75, la crise gouvernementale fut à peu près jugulée. La montée des courants modérés et le maintien du gouvernement PLD n'exprimaient pas tant une attitude d'hostilité à l'égard du Traité de sécurité que l'acceptation de ce traité pour autant que la Chine soit d'accord. L'alliance avec l'impérialisme américain n'était pas dénoncée aussi longtemps que cela n'impliquait pas de menace de guerre avec la Chine. C'est cette période qui touche à sa fin.

La détente entre Pékin et Washington a eu un effet modérateur sur la situation japonaise. Mais cela ne fait que six mois que les effets de la détente commencent à se faire sentir en Corée. La Déclaration conjointe entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ne fut publiée qu'en 1972. Il s'agissait clairement d'une tentative de mise sur pied d'un système de coexistence pacifique dans la péninsule coréenne semblable aux modèles Chine-USA et Japon-USA. Mais c'est précisément au moment où cet accord prenait forme pour la première fois entre le régime de Park et la Corée du Nord que le rapport entre Park et les masses sud-coréennes se modifièrent radicalement. En d'autres termes, la détente entre la Chine et les USA joua un certain rôle modérateur sur la politique intérieure japonaise, mais le résultat fut inverse pour la Corée du Sud où elle coïncida avec un une résurgence des luttes de masses qui accentuèrent immédiatement la crise du régime Park.

Park fut donc obligé de changer rapidement d'orientation. Malgré la détente instaurée entre les USA et la Chine, il lui fut impossible de faire de même dans la péninsule coréenne. C'est dans le cadre même de la période de détente qu'a été établie la Constitution de Yushin, l'Etat d'urgence et que le système répressif tout entier a été renforcé.

Aujourd'hui, la crise coréenne remet en question l'effet modérateur de la détente entre les USA et la Chine sur la vie politique japonaise. En d'autres termes, si les masses japonaises peuvent accepter le Traité de sécurité en ce qui concerne la Chine, il n'en va pas de même pour la Corée. L'alliance USA-Japon est devenue une arme de la réaction face aux événements qui peuvent se produire dans la péninsule coréenne. Les forces d'autodéfense japonaises ont été intégrées au système militaire commun établi entre la Corée du Sud, le Japon et les USA. Les USA ne sont plus en mesure d'agir seuls en Corée. Toute manœuvre dans la péninsule implique l'ensemble de ce système militaire régional. En conséquence, le Traité de sécurité redeviendra un problème-clé de la situation intérieure japonaise.

L'insertion de la Corée du Sud dans ce type de système régional a fait surgir un nouveau mouvement axé sur le problème de la Corée. En juin 1976, un "nouveau courant" fut formé par les modérés japonais, essentiellement par les dirigeants de l'aile droite du PS. Leur objectif est de constituer un mouvement de masse situé plus à droite que l'ancien mouvement du PS, appelé "Voix pour la Paix", dont le soutien de masse est sur le déclin. Ces éléments ont commencé à prendre activement en charge le problème coréen.

Le problème coréen est clairement le talon d' Achille de la ligne des modérés. Si le régime Park continue d'exister et que les événements en Corée évoluent soudainement vers un cours violent, toute leur orientation s'effondrera. Il est donc absolument nécessaire pour ces derniers d'intégrer la Corée dans la structure de détente. Ils tentent donc d'organiser un mouvement de masse au Japon - ainsi qu'aux Etats-Unis - susceptible de faire pression sur le régime Park. L'intégration de la Corée du Sud dans le processus de détente implique en fait le remplacement du régime Park.

Les partisans de la politique de "Front populaire" au Japon - la gauche du PS avant tout - ont aussi lancé une campagne sur le problème coréen. Elle ne se différencie que très peu de celle des modérés.

En ce sens, la lutte de solidarité avec le peuple coréen a vu son importance grandir au Japon. Elle s'étend rapidement au-delà du milieu étroit des groupes comme le nôtre, nourris par la radicalisation de la jeunesse, et qui ont mené ce type d'activité dans le passé. La formation par le "nouveau courant" du "Comité d'étude sur les problèmes coréens" illustre l'intérêt qui se manifeste à l'égard de cette question dans les syndicats de masse et les partis politiques. Le succès des campagnes récentes lancées par la "Ligue de la Jeunesse coréenne" au Japon, durant lesquelles furent rassemblées plus d'un million de signatures exigeant la libération des prisonniers politiques en Corée du Sud, confirme aussi l'impact de masse de ce problème.

En dernière analyse, le Vietnam n'eut au Japon que la moitié de l'influence qu'il aurait pu avoir, et ce à cause de la politique de la direction chinoise. La révolution vietnamienne n'a pas porté un coup direct au système politique japonais. Elle commençait seulement à agir dessus quand la politique chinoise a évolué. De ce fait, la victoire des peuples indochinois n'a pas pu jouer le rôle de ferment actif dans le développement de l'opposition au Traité de sécurité nippo-américain. Le Vietnam est aussi géographiquement plus éloigné du Japon que la Corée. Et la Chine n'est pas à même de résoudre la question coréenne, qui est de plus intrinsèquement liée à la situation politique et économique intérieure japonaise. En ce sens, la Corée est le point nodal de la nouvelle situation.

Nous voyons à présent le gouvernement japonais déployer une activité diplomatique intense à l'égard de la Corée. Le Premier ministre Fukuda a jusqu'à présent remis à plus tard toute intervention sur les autres problèmes majeurs de politique internationale, comme les relations sino-japonaises. Il considère que la Corée constitue une priorité absolue. Trois Japonais incarcérés en Corée du Sud comme prisonniers politiques furent libérés récemment. C'était le cadeau du président Park à Fukuda.

Un des thèmes sempiternels de certains politiciens du PLD est la théorie du "drapeau rouge sur Pusan". Pusan est un port de mer situé de l'autre côté du détroit qui sépare le Japon de la Corée. Cette théorie veut que "si jamais un drapeau rouge venait à flotter sur Pusan, le Japon deviendrait rouge en quelques semaines".

Qu'en est-il de la politique économique du nouveau cabinet ?

En 1976, l'économie japonaise s'est légèrement remise de la récession des années 1974/75. Mais cette relance fut permise en grande partie par l'accroissement rapide des exportations. Elle s'est donc effectuée au détriment des concurrents impérialistes du Japon.

Ce genre de situation ne peut durer longtemps; déjà à présent le cabinet Fukuda a bien du mal à persuader les gouvernements occidentaux de ne pas imposer des restrictions à l'importation en guise de représailles. A terme, le PLD devra décréter des mesures anti-ouvrières beaucoup plus brutales pour faire payer aux travailleurs japonais les effets de la crise prolongée de l'économie capitaliste. Et Fukuda aura beaucoup plus de difficultés à les faire accepter par la classe ouvrière qu'il en a à conclure des accords avec ses homologues européens.

La bourgeoisie et le PLD ont tenté d'imposer un programme massif d'augmentation de cadences et de rationalisation contre les travailleurs du secteur public en 1973 - c'était le "programme de productivité" de Marusei. La résistance des syndicats fit échouer ce plan. L'expérience de cette lutte réussie, et les effets de la récession, ont accéléré la radicalisation des travailleurs du secteur public. Aujourd'hui, les couches les plus jeunes ne sont plus seules à entrer en action, malgré les tentatives de la direction du Sohyo de reserrer son contrôle bureaucratique du syndicat.

Fukuda et son gouvernemnt n'ont d'autre choix que de poursuivre les attaques contre ces travailleurs. La fragilité de l'économie ne laisse au PLD qu'une faible marge de manœuvre pour passer des compromis, ou même pour remettre à plus tard cette confrontation sociale.

La première cible majeure de la politique économique du régime Park sera les employés des chemins de fer nationaux. Ceci est dû en partie au fait que les travailleurs du JNR (Japan Na-

tional Railway) ont le syndicat le plus fort du pays. Les difficultés financières du JNR reflètent aussi des problèmes auxquels tous les secteurs de l'économie sont confrontés. Le PLD tentera d'isoler politiquement les employés du chemin de fer de la population en liant leurs revendications à une augmentation des tarifs ferroviaires.

C'est ce qui s'est produit en 1976. Le gouvernement a posé comme condition à l'augmentation de 7% acquise par les travailleurs du JNR lors du Shunto de 1976, une augmentation de 50% des tarifs ferroviaires. Le syndicat prit position contre toute augmentation de tarif et le PS manœuvra au parlement pour bloquer le passage des lois autorisant ces augmentations. Le syndicat menaça de reprendre la grève pour les augmentations de salaire, mais le PS retourna sa veste à la veille de l'action et laissa passer le vote des augmentations. Cependant, même cette augmentation de 50% des tarifs ferroviaires ne permit pas de résoudre la crise financière des chemins de fer nationaux et n'a fait que reporter à plus tard l'affrontement majeur avec le syndicat des travailleurs du JNR.

Une des premières mesures du nouveau cabinet fut d'annoncer un plan qui prévoit l'élimination de plus de 100.000 emplois dans le cadre d'une rationalisation massive du secteur fret du JNR.

Les travailleurs des chemins de fer sont donc en ce moment la cible principale de Fukuda. Si le gouvernement réussit à imposer une défaite à ces travailleurs, il parviendra à faire porter le fardeau de l'inflation par les masses en augmentant encore les tarifs. Il sera parvenu à briser une organisation ouvrière puissante, et sera alors en mesure de résoudre les contradictions les plus aiguës existant dans l'industrie du transport. Pour nous aussi, cette lutte est un test décisif quant à la capacité du mouvement ouvrier à résister aux attaques qui se préparent.

Peux-tu nous expliquer les relations entre le cadre politique dans lequel se sont déroulées les élections et l'intervention de la Ligue communiste révolutionnaire ?

D'abord, je voudrais signaler une importante différence existant entre la lutte de classe au Japon et en Europe occidentale qui a des implications en ce qui concerne nos tâches. Il y a diverses raisons historiques pour lesquelles la radicalisation de la classe ouvrière japonaise, le processus de polarisation de classe, ne s'exprime pas dans la phase actuelle par une croissance du soutien aux partis réformistes de masse.

Cette différence provient partiellement des conséquences de l'avortement de la montée des luttes potentiellement révolutionnaires qui suivit la capitulation de 1945. Le mouvement ouvrier japonais avait été complètement écrasé avant-guerre. La montée formidable de 1945/47 qui vit la formation des syndicats ouvriers et la croissance explosive du Parti communiste fut complètement écrasée. Les syndicats ouvriers furent remplacés par des syndicats maisons et le PC subit une répression aiguë de la part des forces d'occupation américaines. C'est là que réside la différence avec ce qui se produisit en Europe où les syndicats traditionnels continuèrent d'exister, offrant une base de masse aux partis réformistes sociaux-démocrates et staliniens.

La classe ouvrière japonaise n'avait pas de traditions. Cette absence de traditions la rendit incapable de constituer des organisations de masse solides pendant la montée qui suivit la capitulation de 1945. Le mouvement syndical actuel, dont certains des syndicats du Sohyo sont les plus proches de syndicats véritables, furent créés au cours des luttes contre la rationalisation économique durant les années 50. La défaite des travailleurs de l'industrie privée, lors de ces luttes, explique qu'aujourd'hui encore les travailleurs du secteur public sont les seuls à posséder des syndicats efficaces. C'est pourquoi le militantisme de la classe ouvrière s'est principalement développé dans ce secteur et non dans les secteurs clé de l'industrie lourde. Dans le secteur privé, nous avons des syndicats maisons qui collaborent avec la direction dans l'entreprise et sont politiquement pro-impérialistes.

Depuis le début des années 50, le PC ne dispose pas d'une base organisée dans le mouvement syndical. Au début des années 60, le PC acquit une influence importante dans certains syndicats du Sohyo - surtout chez les enseignants et les employés municipaux - mais nulle part ailleurs.

Cela signifie que la classe ouvrière n'a pas été capable d'affronter la bourgeoisie et le gouvernement en tant que classe, même au niveau syndical. La moitié de la classe ouvrière n'a d'autre perspective que les syndicats maisons pro-impérialistes. Donc, quand le processus de radicalisation recommence, la tradition de lutte de classe manque et la radicalisation s'exprime sous une forme complètement disparate et confuse. Elle ne s'exprime pas nécessairement sous la forme d'une polarisation rapide se reflétant dans un vote allant au PS et au PC. Les luttes de classe récentes au Japon ne font pas partie d'une expérience accumulée de manière permanente. Telle est l'une des différences fondamentales entre le mouvement ouvrier japonais et celui d'Europe occidentale.

Il y a aussi des différences notables en ce qui concerne le Parti communiste. A la fin des années 60, le PC japonais commença à formuler une ligne très semblable à celle de ses homologues européens. Mais, contrairement à ce qui s'est produit en Europe, cette évolu-

tion droitière du PC, dont l'apogée fut l'abandon du concept de dictature du prolétariat, eut pour résultat une érosion rapide de la base de soutien que le parti avait réussi à constituer dans certains secteurs de la classe ouvrière. Le tournant droitier des PC français et italien, y compris le rejet de la dictature du prolétariat, ne leur aliéna pas la classe ouvrière. Le PC japonais par contre perdit sa base prolétarienne avant même d'avoir rejeté la dictature du prolétariat.

C'est là l'un des aspects clé de la situation politique japonaise. De là aussi découle l'essentiel de nos tâches. La classe ouvrière d'Europe occidentale a une expérience effective de l'action commune PC/PS, tant au niveau syndical que parlementaire - et ce, bien qu'il s'agisse toujours de collaboration de classe et non de véritable front uni. Cette expérience n'a jamais existé, sous aucune forme, au Japon. Ainsi, lorsqu'on parle de gouvernement ouvrier, un travailleur japonais aura plus de difficulté pour saisir le sens de ce mot d'odre. Et l'expression de "gouvernement ouvrier" n'a ni le même sens ni la même nuance pour un travailleur japonais que pour un travailleur européen.

En dépit de cette difficulté, nous avions conclu lors de notre 8ème Congrès national (qui eut lieu en janvier 1976) que s'ouvrait une période politique qui posait objectivement le problème du gouvernement ouvrier. Cette question avait été largement débattue durant notre congrès. Néanmoins, la discussion était restée relativement abstraite, et nous ne voyions pas comment répondre à l'évolution de la situation.

Deux mois plus tard, le scandale de la Lockheed éclatait et posait concrètement le problème. Nous avons essayé - et nous sommes le seul courant à l'avoir fait - de lier le scandale à la question du pouvoir des travailleurs, soulignant l'importance du gouvernement ouvrier et du contrôle ouvrier sur l'industrie. Les thèmes centraux de notre propagande d'alors peuvent être résumés ainsi : A bas le gouvernement PLD, pour un gouvernement PC-PS, pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des corporations impliquées dans le scandale. Durant cette campagne, nous avons insisté sur la nécessité du front unique ouvrier.

Nous avons aussi pris des initiatives pour assurer l'unité d'action de ceux des groupes d'extrême-gauche qui le voulaient bien. A Sendai et Osaka, durant le Shunto, nous avons présenté le scandale Lockheed comme un thème central pour la mobilisation d'environ 3000 personnes à Tokyo le 20 juin.

Notre deuxième ère d'activité a consisté à mobiliser la classe ouvrière en soutien à la lutte de libération Buraku et en solidarité avec le peuple coréen (les Buraku forment une minorité opprimée au Japon, les "hors-caste"-Inprecor). Ces luttes sont objectivement liées aux intérêts du mouvement ouvrier mais elles sont toujours restées isolées du mouvement syndical. Nous essayons de faire pénétrer ces questions dans les syndicats, de favoriser une jonction dans l'action des mouvements. Par exemple, nous demandons que les syndicats lancent un mot d'ordre de grève en solidarité avec la Ligue de libération Buraku.

De même, comme je l'ai souligné antérieurement, la question coréenne est de plus en plus discutée au sein des sections du PS et dans la direction du Sohyo. Nous voulons faire de la solidarité envers le peuple coréen un tâche clé des syndicats. Sur une telle question aussi, nous pouvons prendre des initiatives politiques nouvelles au sein des syndicats qui dépassent le cadre habituel des rapports de force existant entre nous et les réformistes. Cette activité offre un moyen privilégié pour conquérir les couches plus jeunes de syndicalistes dont les activités avaient généralement été bloquées par la bureaucratie depuis 1974.

Dans la mesure où nous réussirons à accomplir cette tâche, consistant à engager à nouveau les jeunes militants syndicalistes dans l'action, autour des questions Buraku et coréennes, nous pourrons accomplir mieux notre tâche : faire progresser le processus de différenciation politique en cours pour permettre à une aile militante de se dégager dans le mouvement syndical, à même de forcer le front uni entre le PC et le PS.

L'année 1977 nous donnera plusieurs occasions de tester notre capacité à accomplir ces tâches avec succès. Il faudra mener une campagne sur les projets de rationalisation du JNR qui seront sans doute au cœur des mobilisations lors de la prochaine "offensive de printemps". Comme je l'ai déjà dit, le problème des chemins de fer nationaux pose de façon aiguë certaines revendications centrales de notre programme de transition. La revendication de nationalisation, de contrôle ouvrier, notre mot d'ordre gouvernemental... Tout se tient. Pourquoi les nationalisations sont-elles nécessaires ? Pourquoi avons-nous besoin du contrôle ouvrier ? A la différence du passé, quand nous posions ces questions de façon générale et abstraite, durant le Shunto 77, nous pourrons faire une propagande concrète et une agitation dans la classe ouvrière directement sur ces problèmes. C'est alors que se révélera notre capacité à assumer ces tâches.

De plus, juste après le Shunto 77, il y aura de nouvelles élections durant l'été, pour renouveller la Chambre haute de la Diète. Ces deux événements nous permettrons de mesurer notre capacité à constituer un front uni des militants actifs sur ces questions clé.

NOTE

(1) Sohyo : Conseil général des syndicats japonais; c'est la plus importante fédération syndicale japonaise.

SRI LANKA

LA GREVE DES TRANSPORTS

De la troisième semaine de décembre au 13 janvier, Sri Lanka a connu le plus important mouvement de grève des transports de toute l'histoire de l'île. Cette flambée de lutte sociale fait suite aux augmentations dramatiques du coût de la vie - les prix de l'alimentation de base ont doublé - comme aux luttes universitaires qui se sont déroulées en novembre (voir Inprecor n°64 du 9.12.76). Le gouvernement de Sirimavo Bandaranaïke, après l'expulsion du cabinet du LSSP (Lanka Sama Samaja Party - Parti ceylanais pour une société égalitaire) en septembre 1975, doit donc faire face à une série de mobilisations d'ampleur nationale. Face aux revendications des travailleurs, comme hier face aux exigences des milieux universitaires, le Premier ministre a décidé de répondre par la force.

Le 24 décembre, un groupe d'employés du chemin de fer à Ratmalana (au nombre de 150), engagent une grève sur le tas. Leur revendication initiale est que l'avance sur salaire de fin d'année soit portée à 500 roupies au lieu des 200 proposées par le gouvernement. Avec la poursuite de la lutte, de nouvelles revendications devaient apparaître, concernant notamment les augmentations de salaires (salaire minimum de 250 Rps, augmentation automatique de 2,50 Rps chaque fois que l'index du coût de la vie monte d'un point, etc...). Les principaux syndicats commencèrent par s'opposer à la grève. Mais lorsque les travailleurs suivirent massivement la minorité d'entre eux qui avaient pris l'initiative du mouvement, ils la soutinrent. La grève des employés des chemins de fer était solide. Aucun train ne pouvait circuler, et dans certaines localités, des voies ferroviaires furent démontées

Le gouvernement répondit au mouvement par une fin de non recevoir : il refusa toute négociation avant que les grévistes n'aient repris le travail. Mais peu après, les employés du port de Colombo se sont joints à la grève, avançant des revendications identiques à celles des travailleurs des chemins de fer. Six à sept mille travailleurs du port sont entrés en grève. Le déclenchement des luttes, puis leur extension, fut un phénomène largement spontané. Dans le port, comme plus tard les postes, des dirigeants syndicaux du PC tentèrent de s'opposer au mouvement; ils furent frappés par des travailleurs en colère. Dans plusieurs cas, des accords partiels passés entre des directions syndicales et le gouvernement furent rejetés par les grévistes.

Ce n'est donc que très tardivement que le LSSP s'est décidé à apporter son soutien total à la grève et à utiliser son influence dans le GCSU -General Clerical Servants Union - Union générale des employés) et dans le syndicat des chemins de fer LDSS (Lanka Dumriya Sevaka Sangamaya) pour étendre la lutte. Un front syndical s'est finalement formé, qui appela à une grève pour le 6 janvier. Cette fois encore, la grève était solide. 80% des travailleurs concernés s'étaient engagés dans le mouvement. Tous les syndicats, à l'exception de ceux du SLFP (Sri Lanka Freedom Party - Parti ceylanais de la liberté) dirigé par Alavi Moulena ont apporté leur soutien à la lutte. Le CMU (Ceylon Mercantile Union) et d'autres syndicats du TUCC (Trade Union Coordinating Committee - Comité de coordination syndical) exigèrent du gouvernement qu'il négocie, et critiquèrent sa responsabilité dans le développement de l'inflation. Dans leur déclaration, ces syndicats expliquèrent que l'avance sur salaire de fin d'année ne pouvait être qu'une solution temporaire et qu'un salaire décent devait être payé à chaque travailleur.

Le 4 janvier, le gouvernement brandit la carotte et le bâton. D'une part, il déclara qu'en plus des 200 Rps déjà promises, il pourrait obtenir des banques 300 autres roupies. Mais en même temps, il décréta que les services gouvernementaux étant essentiels à la nation, les fonctionnaires étaient susceptibles de réquisition. Les grévistes étaient menacés de licenciement, et les militants syndicaux, en outre, de confiscation de leurs biens et d'amendes. De nombreux travailleurs furent arrêtés pour incitation à la grève. La grève mobilisant au moins 400.000 travailleurs, les transports, communications et services portuaires étaient paralysés. Le gouvernement fit en conséquence intervenir des unités de l'armée de terre et de la marine pour assurer des distributions de vivres ou d'essence, et pour briser le mouvement.

Face aux menaces gouvernementales, le TUCC se réunit à nouveau pour dénoncer ces mesures et appeler au renforcement de l'action en défense des grévistes. Le CMU proposa la préparation d'une grève générale. Mais cette préparation n'était pas achevée quand la grève des chemins de fer se termina finalement, le 17 janvier, après un ultimatum gouvernemental. Le mouvement se conclut donc sur un échec, même s'il ne s'agit pas d'une défaite grave. La division syndicale et politique du mouvement ouvrier explique pour une bonne part cet échec. Et la responsabilité du PC et du LSSP est grande.

Le Parti communiste continue de siéger au gouvernement. Coincé entre sa compromission gouvernementale et le danger de perdre le contrôle de sa base syndicale, il a essayé de s'en tirer en prônant des négociations. Mais le gouvernement, en adoptant une ligne dure, l'a mis en demeure de choisir. Le ministre du PC s'est alors abstenu de se rendre aux séances gouvernementales ! Ce qui n'a pas empêché Bandaranaïke d'affirmer que toutes les décisions avaient été prises à l'unanimité. Une crise qui peut s'avérer importante se manifeste dans les rangs du PC et des syndicats qu'il dirige.

L'expulsion du LSSP du gouvernement, en septembre 1975, a débloqué la situation dans les secteurs des fonctionnaires que ce parti contrôle. Pour la première fois depuis cinq ans, des luttes revendicatives importantes ont pu éclater là. Mais le LSSP a voulu exploiter de façon étroitement partisane ces mouvements sociaux, en les utilisant en vue de recomposer un front politique d'opposition, incluant le PC et multipliant les contacts avec l'UNP (Parti national uni), parti bourgeois conservateur. Il a ainsi aidé le gouvernement à dénoncer dans la grève une manœuvre de l'opposition, alors que les revendications des travailleurs étaient essentiellement économiques. Cette attitude partisane du LSSP explique aussi l'échec de l'extension de la grève dans les bus et de l'appel lancé par la Fédération ceylanaise du travail (CFL - Ceylon Federation of Labour).

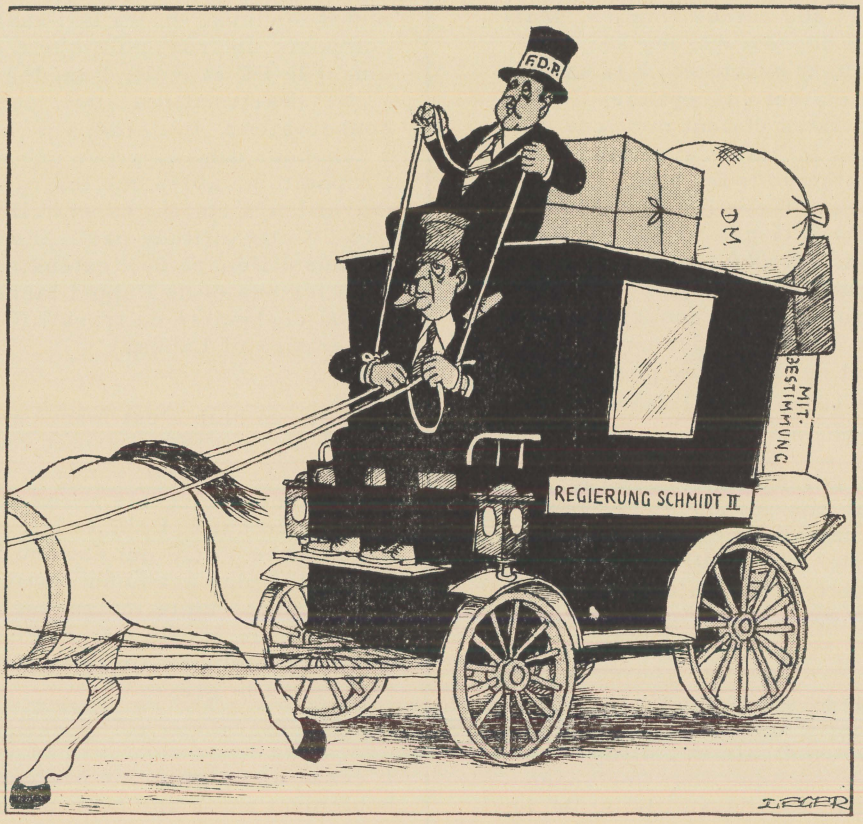
En fait, un bloc s'est formé entre les partis LSSP, PC et UNP, et entre leurs syndicats respectifs. Ce front commun entre réformistes et éléments bourgeois a tout fait pour exclure du mouvement le CMU et les syndicats regroupés dans le TUCC qui étaient pourtant les éléments les plus actifs du soutien aux grévistes. Ce refus de l'unité indispensable du mouvement syndical, qui est le fait du PC et du LSSP, a considérablement limité les possibilités d'extension de la grève.

L'échec de la grève ne prélude cependant probablement pas à une répression massive des travailleurs. La sympathie qui s'est manifestée dans la population à l'égard des employés gouvernementaux en lutte, et la proximité des échéances électorales, interdiront sans doute à Bandaranaïke de frapper autant qu'elle le désirerait. Mais l'échec de la grève signifie qu'un coup dur est porté à l'hégémonie du LSSP sur d'importants secteurs du mouvement syndical des fonctionnaires. Il devra en effet rendre compte quant à la manière dont il a dirigé la lutte, alors que la perte de ses postes ministériels, qui lui avaient permis antérieurement d'asseoir une clientèle, avait déjà mis en question sa position dans ce secteur.

Les dernières grèves, même défaites, peuvent être un moment important de la recomposition en cours du mouvement ouvrier et offrir de nouvelles possibilités d'implantation à sa gauche radicale.

rectificatif

Des erreurs factuelles se sont glissées dans l'article sur l'île Maurice publié dans le dernier numéro d'Inprecor (n°65 du 13 janvier 1977). D'une part, le Parti mauricien social-démocrate n'a pas quitté le gouvernement en 1969, comme il est dit en page 29, mais en décembre 1973. D'autre part, contrairement à ce qui est indiqué dans la première note (page 31) il est faut de dire que la nouvelle coalition ne fut possible que grâce à l'existence de 8 sièges "correctifs" dans l'Assemblée qui servent à garantir le rétablissement de "l'équilibre communautaire". Les partis de la coalistion et le MMM prirent chacun quatre de ces sièges correctifs, et les partis de la coalition gagnèrent aussi 32 des 62 sièges électifs, contre 30 au MMM.



LA LUNE DE MIEL EST TERMINEE

RFA

Werner HUELSBERG

"Nous avons compris que la lune de miel de la coalition a pris fin. Après le grand élan de 69 (1), nous sommes frappés par une forte désillusion". C'est avec cette déclaration que Heinz Oskar Vetter, président du DGB - centrale syndicale de la RFA - comptant 7,5 millions de membres, 16 syndicats et dominé par la social-démocratie - commence son interview dans le numéro du "Spiegel" du début de 1977. Seulement quelques jours après le message gouvernemental du chancelier social-démocrate H. Schmidt - dans lequel il entonne un hymne en faveur de "l'économie de marché sociale" - Vetter constata le fait suivant : pour la troisième fois consécutive, il y a plus d'un million de chômeurs en RFA. Il ajoutait : "Si l'économie de marché sociale n'est pas à même de rétablir grâce à un effort collectif à très court terme le plein emploi, alors on peut se demander si elle représente un système économique valide pour le futur."

En outre, Vetter lança des attaques contre la thèse soutenue par Schmidt et la bourgeoisie selon laquelle la croissance des salaires inférieure à celle des profits conduirait à de nouveaux postes de travail. De même, il s'opposa à la proposition du cabinet de Schmidt d'effectuer des abattements fiscaux en faveur du pa-

tronat. Il attaqua enfin la "tentative d'assainissement" du système d'assurance vieillesse et maladie et les accords de la coalition dans le domaine de la cogestion. Ce fut un coup d'éclat. Pour la première fois, le message du gouvernement n'est pas applaudi par les directions syndicales. Et elles ne veulent pas s'y soumettre. Au contraire de la situation euphorique à l'époque de Brandt en 1969, de l'acceptation en 1972 de la suppression des réformes par Brandt et la couronne de lauriers tressée pour Schmidt en 1974, cette fois s'abattit un flot de critiques.

Quelques jours plus tard, le social-démocrate Vetter porta un nouveau coup bas à ses amis politiques du SPD. Dans une interview à un journal de Springer, "Welt am Sonntag" (2.1.77) il déclara : "cela ne nous plaît guère, mais nous brandissons cette fois la massue". En disant cela, il n'aurait pas pu donner de réponse plus nette à la question : "voulez-vous combattre le chômage en diminuant le temps de travail ?"

La "guerre d'interview" de Vetter provoqua un torrent d'autres prises de positions des principales directions syndicales. Celles-ci ne pouvaient éviter de prendre position, alors que dans leurs secteurs, des négociations sur les salaires et appointements sont en cours ou vont s'ouvrir. E. Loderer (du syndicat des métallos - IG Metall - qui revendique actuellement une augmentation des salaires allant jusqu'à 10%) et H. Kluncker (du syndicat des services publics - OTV - qui dans quelques semaines entrera en négociations sur la base d'une revendication salariale s'élevant à 8,5% et d'une indemnité supplémentaire de vacances) saisirent ainsi le refus de Vetter de marquer une pose salariale et mettent à profit la légèreté avec laquelle le gouvernement répond au problème du chômage de plus d'un million de travailleurs. Néanmoins, Vetter reçut des critiques de ses propres rangs, sans doute à cause de sa proposition d' "associer les diminutions du temps de travail à des pertes de revenus", c'est-à-dire diminutions du temps de travail sans compensation complète du revenu. Il est vrai qu'il ne fit pas ces déclarations dans une perspective de lutte de classe, ni ne donna au syndicat comme tâche actuelle la lutte pour la réduction du temps de travail ; en effet cette réduction n'est envisagée qu'à "moyen et long terme" !

E. Loderer, président d'IG-Metall

Néanmoins, suite à ces attaques, les réactions du côté bourgeois furent promptes et véhémentes. Le "Welt am Sonntag" accusa Vetter d'être un "infatigable prédicateur" en faveur de "la marche vers l'Etat syndical". Le "Süddeutsche Zeitung" sonna l'alarme de " la menace de l'Etat syndical" et le "Frankfurter Allgemeine Zeitung" formula de façon exagérée les soucis de la bourgeoisie ainsi : "Qui gouverne véritablement ce pays ? Le gouvernement résultant d'élections démocratiques libres ou bien les syndicats ? Les syndicats commandent-ils l'Etat, et les syndicats est-ce nous ? Cela ressemble peu à une démocratie parlementaire ... La centrale syndicale se prend pour un gouvernement parallèle, sinon au-dessus du gouvernement".

La réaction des partis bourgeois était du même genre. Lampersbach, président de la CDU, voyait "l'Etat syndical à l'horizon !" La CSU vit confirmée dans les propos de Vetter "l'alternative liberté ou socialisme" et le libéral Genscher, vice-chancelier et président du FDP, craignit que la RFA ne prenne le chemin de la "République des bananes".

Les angoisses de ces messieurs sont compréhensibles. A partir des frictions au sein du gouvernement (qui conduisirent à des démissions), à partir de l'escroquerie de l'assurance vieillesse (qui provoqua une première montée d'opposition à l'intérieur du SPD contre Schmidt et qui donna lieu à une explication gouvernementale décevante pour les électeurs social-démocrates) se développa une critique acerbe d'un gouvernement en place depuis quelques semaines. En outre, aux yeux de tout le monde se fit le procès de cette attaque contre l'assurance vieillesse, ce qui est très mauvais pour la bourgeoisie. Une bourgeoisie divisée et incapable, vu les rapports entre la CDU et la CSU, de se profiler comme alternative à court terme. Le gouvernement, bloqué par les différenciations internes, est à la traîne des développements de la situation. Ceci n'est pas peu de chose au moment où retentit le coup de gong de la nouvelle année avec tous ces problèmes : la politique "d'attente" de la bureaucratie syndicale, du "pacte de stabilité et de paix sociale" (en résumé : une Allemagne modèle) avec le gouvernement, sont l'épine dor-

sale et le centre de la politique de Schmidt, qui consiste à rejeter sur les épaules de la classe ouvrière le poids de la crise et le démantèlement du système social. Le "rapport privilégié" du SPD, en tant que principal parti gouvernemental, avec la direction syndicale, représente aux yeux des patrons et pour leurs intérêts l'atout décisif de Schmidt par rapport à la CDU de Kohl.

La "guerre de l'interview" soulève la question catégorique suivante : entre-t-on maintenant dans une période de différenciations et de conflits après des années de définition de la politique de la bureaucratie syndicale dans le cadre de la politique gouvernementale social-démocrate ?

Un arrière-plan

Notre analyse de l'issue des élections législatives nous a conduit à la conclusion suivante : "le SPD est dans le pétrin". S'il veut rester au gouvernement, il devra plus que jamais gouverner contre la classe ouvrière. Ceci implique le risque de perdre des appuis parmi les travailleurs. Avec l'aide de la bureaucratie syndicale, il essaiera de poursuivre l'orientation qu'Helmut Schmidt a imposée depuis la crise économique. Il n'a pas d'autre choix. Mais cette orientation conduira tôt ou tard à des différenciations, ou même à des ruptures au sein des syndicats, par rapport à la politique de "modération" des revendications.

Lorsque Schmidt succéda à Brandt, personne ne s'attendait à un nouveau "programme de réformes" social-démocrate, ceci, aussi bien au sein du SPD et dans la bureaucratie syndicale que parmi les partisans social-démocrates. Schmidt ranima simplement l'espoir qu'avec lui on avait trouvé le "faiseur" capable de mettre un bouchon dans une baignoire qui coule, celui qui sait maîtriser la crise économique à court terme et qui, sur la base d'une nouvelle "relance", peut redonner vie à la politique de réforme social-démocrate. Le "miracle" de 1974 s'est vite dégonflé. Le magicien est lui-même en difficulté.

La crise économique ne fut pas éphémère. A l'encontre des espérances et des discours optimistes du SPD, elle s'est révélée être le signal d'une transformation générale du développement économique qui rétrécit plus les possibilités de concessions aux masses.

Finalement, autant les prophéties se heurtent durement à la réalité économique, autant le concept d'intégration de la classe ouvrière par la médiation de la bureaucratie syndicale apparaît bien fragile. Car l'acceptation par la bureaucratie d'un million de chômeurs et de l'abaissement du salaire réel ne subit pas seulement les critiques croissantes de la base syndicale, mais met en question aussi les intérêts propres et spécifiques de la bureaucratie syndicale. Ainsi le renoncement engagé de réelles négociations salariales de même que le chômage partiel conduit à la longue à miner les positions de pouvoir de la bureaucratie en tant que vendeur monopolistique de la force de travail.

Le cumul du chômage massif, de la détresse des chômeurs, de l'annonce du gouvernement d'attaques nouvelles contre l'assurance vieillesse, d'abattements fiscaux en faveur des patrons, des promesses du gouvernement sur l'assainissement du déficit de l'assurance vieillesse et de la modification d'espoirs au sein de la classe ouvrière dans les négociations salariales en cours actuellement, tout cela a confronté brutalement la bureaucratie syndicale avec les lois du marché.

Essor économique : exclusivement sur le dos des travailleurs

Après deux années de crise et d'exorcisme, la relance est enfin là. Mais les perspectives sont plus que sombres. Cette situation est unique dans l'histoire du capitalisme ouest-allemand.

Un million de chômeurs existent toujours, le taux d'inflation atteint son point de rupture et se dirige vers la hausse. Après la première récession de la RFA en 1966/67, les choses allaient autrement ; c'était à des prévisions plus solides que le SPD et le syndicat s'accrochaient. En 1966/67, le taux d'inflation tomba à 1,5%, en 1976 il était de 4,4%. De 1968 à 69, le taux de chômage passa de 300.000 à 170.000, alors qu'en 1976 il s'élève à un million et les pronostics les plus optimistes donnent le chiffre de 900.000 pour 1977. Les investissements prévus ne se sont pas effectués, bien que les profits aient crû fortement (15 à 20%). La raison en est la suivante : le capacité de production actuelle du capital est utilisée en moyenne à moins de 90%. L'augmentation des profits du capital étaient provoqués avant tout par une baisse du salaire réel de 3 à 4% et par une augmentation exceptionnellement élevée de la productivité du travail.

Ainsi, selon des statistiques syndicales officielles, le coût salarial par tonne d'acier a décru de 20% par rapport à l'année précédente. Le trust VW réussit même à éliminer plus de 20.000 emplois en 1975, pendant la crise qui provoqua un milliard de DM de perte. En 1968 et en 1969, respectivement 35 et 50% des patrons déclaraient que leur objectif essentiel résidait dans l'accroissement des investissements. En 1976, ce pourcentage a atteint péniblement 18% et il sera encore inférieur en 1977. Il est donc difficile d'affirmer que les promesses du gouvernement en place aient été tenues.

En décembre 1976, le nombre de chômeurs dépassa à nouveau la barrière du million et la durée du chômage s'est encore accrue. Fin septembre, 160.000 personnes chômaient depuis plus d'un an, c'est-à-dire 30.000 de plus qu'à la fin du mois de mai. Dans le laps de temps d'un an, 26.000 sont passés dans la zone de ceux qui chôment depuis 2 ans et plus. Enfin, 38.000 s'en rapprochent rapidement. La perte des revenus des chômeurs de longue date s'élève à 45%.

Parmis les chômeurs, des différenciations importantes s'opèrent entre ouvriers et employés, et avant tout entre hommes et femmes. Le nombre d'employés au chômage grossit continuellement. Alors qu'en mai 76 ils étaient déjà 361.000, fin septembre 76 on en comptait 383.000. Ma le chiffre des "professions de l'industrie" connaît aussi une augmentation.

Ainsi, dans différents secteurs économiques, la relance a calé sensiblement. Dans le secteur de la construction des machines, la faible croissance est avant tout due aux exportations. L'industrie de l'acier stagne depuis le milieu de l' l'année et n'est soutenue que par la demande de l'industrie automobile qui connaît actuellement un développement florissant, et l'empêche donc de s'effondrer. Dans la chimie et l'industrie électrique, la croissance voisine zéro. Et, à ce sujet, les "chiffres officiels" trompent encore : "l'expertise annuelle" d'une commission d'enquête convoquée par le gouvernement fédéral arrive à la conclusion que le taux de chômage réel s'élève à 9%, ceci à partir de la notion d' "emploi réel potentiel", c'est-à-dire en incluant aussi parmi les chômeurs ceux qui ne sont plus prêts à subir les discriminations et à se rendre dans les bureaux de chômage ou d'assistance sociale, ceci au moment où, chômeurs depuis plus d'un an, ils n'ont plus droit à l'indemnité de chômage (l'aide de l'assistance devant d'ailleurs être remboursée par les parents ou les proches).

Et cela ne comprend toujours pas le nombre des travailleurs immigrés qui ont été expulsés !

Malgré cette situation, le gouvernement fédéral s'est ouvertement prononcé contre les "mesures de diminution du temps de travail". Il se cache derrière le "rapport des experts" portant sur la rationalisation ("Contre la rationalisation"). En ce qui concerne le chômage des femmes, on considère simplement l'aménagement d'emplois à temps partiel dans les services publics. Et comme consolation pour les syndicats, on prévoit un programme d'investissements de un milliard dont la réalisation doit être accélérée, suite aux violentes critiques.

Mais par ce programme d'investissements, ce ne sont pas les slogans les plus attractifs qui sont concrétisés. Il s'agit en effet :
- de la construction de stations d'épuration des eaux (Purifions le Rhin)
- de la suppression des "points noirs" sur les routes (Supprimons les traversées dans les villages)
- de l'assainissement des centres urbains par l'établissement d'espaces verts et de parois anti-bruit (Rendons les villes allemandes habitables).

Alors que le meilleur slogan publicitaire serait la création de nouveaux emplois.

En effet, les expériences de tels programmes montrent que les municipalités et les villes (déjà fortement endettées) toujours à court d'argent, effectuent ces investissement grâce aux finances fédérales, ce qu'elles avaient d'ailleurs planifié depuis longtemps car autrement, elles auraient dû les financer sur leurs propres revenus.

Profite avant tout de ces projets le secteur de la construction dont le développement technique est le plus sophistiqué, qui dès lors utilise peu de force de travail et qui fut à peine frappé par la crise de la branche entière. Et pour terminer, aucun groupe important des chômeurs (femmes, employés ou vieux travailleurs) ne trouveront un emploi grâce à ces programmes.

Des promesses de Schmidt selon lesquelles "la tâche future du gouvernement est d'assurer le retour de la sécurité et du plein emploi" (message gouvernemental), il ne restera que des bulles de savon.

Le deuxième message gouvernemental

Lors du "message gouvernemental" du second gouvernement Schmidt, on put constater que la politique suivie dans la période de crise précédente serait vigoureusement reconduite durant la phase de relance. La substance de cette déclaration gouvernementale consistait en un appel à la classe ouvrière pour qu'elle se résigne à une chute accrue de ses avantages sociaux, alors que des avantages importants en politique fiscale étaient accordés aux employeurs. Pour tenter de dissimuler cela, le Chancelier eut recours au sentiment usé de la charité chrétienne : "Dans le passé, la politique de réforme du SPD a permis d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et de les sortir de la nuit sociale; il est temps à présent pour ces derniers de délaisser leurs acquis et de consentir à des sacrifices pour aider ou en aider d'autres." Ces autres, il ne faut pas les chercher bien loin pour les identifier. Les subsides accordés au patronat grâce aux coupes sombres effectuées dans le budget social les désignent sans ambiguité.

Il est vrai que l'accroissement des impôts indirects (équivalant à une augmentation de l'inflation de 1,5% pour les ménages salariés) a été reporté au 1er janvier 1978. Mais les améliorations promises à la classe ouvrière (telles l'augmentation des allocations familiales) ont aussi été reportées à la même date. Malgré une relance qui se poursuit, les employeurs auront à bénéficier d'allègements fiscaux supplémentaires, accompagnés de certaines remises dans le domaine des impôts qui ne portent pas sur les profits. Suite à la capitulation sur les modifications qui devaient être apportées dans le domaine des impôts sur les revenus des entreprises, adoptées dans le parlement précédent, les impôts vont être réduits, notamment ceux portant sur les opérations commerciales. "Das Handelsblatt", porte-parole du grand capital, rendit hommage à ce cadeau, mais ajoutait cependant : "nous espérons que Schmidt ne s'attendra pas à voir les investissements augmenter en échange de son geste."

Ainsi, alors que les électeurs social-démocrates espéraient des changements, Schmidt a exclu d'emblée la possibilité d'alléger le fardeau fiscal des salariés qui, dans le système actuel, voient la moitié de leurs revenus s'envoler sous la forme d'impôts et de cotisations sociales.

Les tentatives de fraude sur les pensions

L'erreur la plus flagrante commise par le Chancelier fut sans doute celle de l'assurance vieillesse. Bien avant les élections du 3 octobre 76, la nécessité d'une restructuration du système des pensions en RFA (qui fait la joie et la fierté de l'Allemagne de l'Ouest dans le domaine social) était un secret de polichinelle.

D'après les calculs du syndicat des pensionnés, le déficit de 1976 a atteint 7 milliards de DM; en 1977, on prévoit qu'il atteindra 12 à 15 milliards de DM. Les réserves accumulées sont aussi sur le déclin : 34 milliards de DM en 1976, une chute qui ferait atteindre le seuil des 17-18 milliards de DM est prévue pour 77. Même si l'on se fonde sur les prévisions les plus optimistes (accroissement des salaires de 8%, baisse du chômage à 2,5% d'ici 1990) le déficit sera tout de même de 10,6 milliards de DM en 1980 et atteindra 160 milliards de DM d'ici à 1990 !

Une augmentation des pensions de l'ordre de 10% avait été prévue pour la moitié de 1977. Le SPD tenta, lors de la campagne électorale de la présenter comme un fait acquit, il expliqua de plus que la situation des pensions n'était pas du tout en danger. "Il n'y a que quelques problèmes à résoudre" déclarait Schmidt. On alla même jusqu'à proclamer : "les pensions seront garanties, car le SPD représente la conscience sociale de la nation !" Le ministre du travail poussa l'audace jusqu'à annoncer aux électeurs âgés : "N'y allons pas par quatre chemins... Les pensions seront augmentées au 1er juillet 77 !"

C'est deux seulement avant le "message gouvernemental" que l'affaire éclata au grand jour. Sans vote préalable au sein de la fraction SPD au Bundestag, ni consultation de la direction, sans informer les dirigeants de la bureaucratie syndicale (qui, quelques heures auparavant avait passé des accords de coalition), le Chancelier annonça que le relèvement des pensions serait ajourné de six mois.

Cependant, une grossière erreur de calcul fut commise. La "rebellion des pensionnés" suscita une rebellion contre Schmidt au sein même du parti et de la bureaucratie syndicale. Du jour au lendemain, elle dépassa les limites prévues par le "faiseur". Il dut s'avouer pour la première fois déconcerté, piteux. Il confessa que "cette histoire est le choc le plus important depuis le changement de gouvernement en 1974". L'escroquerie de l'assurance vieillesse était tellement grosse que le repli ne pouvait se faire qu'en ordre dispersé. Ce fut le cas. La crainte et le désarroi n'avaient d'égal que le caractère péremptoire des promesses formulées initialement.

W. Arendt, ministre du travail, y laissa sa place. C'était le dernier membre de l'équipe de Brandt. En tant qu'ex-président du syndicat, il représentait la garantie de rapports privilégiés (pour la bureaucratie syndicale) entre les syndicats et le gouvernement SPD. Il n'était dès lors plus question d'améliorer les relations entre le gouvernement Schmidt et les syndicats. La nomination d'un quelconque ministre du travail, sans consultation préalable des syndicats, provoque les commentaires suivants de la part de Vetter : "Les choses avaient changé lors du passage d'Adenauer à Brandt. Pendant cette période, tous les ministres du travail avaient été désignés à la suite de discussions, sinon d'accords, avec le les syndicats. C'était le ministre qui, du fait de ses liens extrêmement étroits avec les syndicats, était toujours choisi dans nos rangs... Le nouveau ministre du travail ne possède pas ces références. Il n'aura que plus de difficultés à assurer sa tâche."

De plus, les mesures de réorganisation du système des pensions telles qu'elles sont actuellement envisagées ne feront que creuser d'autres gouffres financiers dans les fonds des assurance maladie et de chômage. Ces mesures amèneront un accroissement des cotisations d'assurance maladie (+1,3% par rapport à aujourd'hui) ainsi que celles d'assurance chômage. Les travailleurs supporteront donc le poids essentiel de ces mesures. Elles ont de plus été qualifiées de bricolage par tous les experts. Elles ouvrent enfin la voie à de nouvelles mesures de réorganisation : la réduction du taux de croissance des pensions, l'abolition des cotisations pour les membres de la famille et la reprivatisation des frais d'hospitalisation.

Changements dans la conscience de la classe ouvrière

Les changements en RFA ne sont pas seulement limités au développement objectif et aux gaffes du Chancelier. La classe ouvrière de la République fédérale tend à se réveiller après la passivité qui a permis au gouvernement de surmonter la crise qu'il vient de traverser. Les faits confirment largement que la résignation aux restrictions de salaire (qui étaient de règle ces dernières années) ne fait plus l'unanimité.

La modification des rapports entre la classe ouvrière et le SPD s'est déjà manifestée lors de la dernière campagne électorale. Il n'y avait en effet aucune mobilisation en faveur de Schmidt, à l'inverse de ce qui s'était passé pour Brandt en 1969 et 1972. Les travailleurs allèrent aux urnes non pas pour voter en faveur de la politique pro-patronale de Schmidt, mais plutôt pour rejeter les appels ouvertement réactionnaires de la CDU/CSU. Dans cette situation, ils se tournèrent une fois encore vers les tâches de renforcement des organisations élémentaires de lutte : les syndicats.

Le niveau des espoirs dans la politique syndicale s'est considérablement accru depuis les dernières. Au contraire des années de crise, les structures syndicales dans les entreprises sont en train de se préparer à avancer des revendications plus élevées lors des négociations sur les salaires. Elles dépassent presque toujours les revendications officiellement posées. La bureaucratie syndicale a pris note de la modification de cette attitude de la classe ouvrière. Elle cherche actuellement, pour des raisons évidentes d'intérêt propre, à dissimuler le rôle qu'elle a joué dans la période passée. Elle a cessé de répéter les déclarations gouvernementales qui veulent qu'un lien existe entre le niveau des salaires et celui de profits élevés qui créerait automatiquement des emplois. Ils se trouvent sous la pression ouvrière. Les masses laborieuses désirent récupérer les pertes de salaire subies.

Mais ce n'est là qu'une face de la médaille. La bureaucratie n'est pas plus prête aujourd'hui que par le passé à une défense vigoureuse des intérêts de la classe ouvrière. On l'a clairement remarqué lors des négociations conduites par l'IG-Metall, syndicat de la métallurgie, en novembre et décembre 1976. Malgré leur radicalisme verbal, les bureaucrates acceptèrent finalement des augmentations de salaire ne dépassant pas le cadre proposé par le gouvernement. Ils capitulèrent aussi sur les revendications secondaires les plus importantes (augmentation des primes de travail en équipes et de travail spécial) qui, du fait de la situation des réserves financières patronales avaient été laissées de côté lors des négociations conclues pendant la crise. L'accord fut passé au moment où la mobilisation et les grèves symboliques avaient atteint leur apogée, c'est-à-dire lorsque la position de négociation des syndicats s'était renforcée.

Nous arrivons ici aux raisons profondes qui expliquent le refus de la part de la bureaucratie d'agir contre le gouvernement. La combinaison entre la crise et l'alignement de la bureaucratie sur l'orientation du gouvernement de Schmidt eut pour résultat, à long terme, une dégradation de la situation des appareils, mais aussi des inconvénients à court terme. S'appuyant sur la politique de stabilité et le gel des contradictions de classe, la bureaucratie syndicale avait réussi à affermir son contrôle sur la base de ses syn-

dicats. Elle remédiait ainsi à la faiblesse de l' l'appareil qui s'était manifestée lors de la phase initiale de la nouvelle montée des luttes ouvrières en RFA. Ainsi s'interrompait le processus de constitution d'une couche de militants d'avant-garde sur des positions de lutte de classe au sein même des organes de base des syndicats.

Si les bureaucrates veulent stabiliser ces succès, ils devront se faire aider par le gouvernement. Le nœud de la contradiction est justement là. Le chômage et la politique ouvertement pro-patronale du gouvernement à dominance social-démocrate ne frappent pas seulement les intérêts de la classe ouvrière mais, jusqu'à un certain point, les propres intérêts de la bureaucratie syndicale. Les bureaucrates sont prêts à continuer leur politique de paix salariale. Mais ils sont contraints de se présenter à la classe ouvrière les mains vides s'ils doivent assumer l'ensemble des conditions politiques imposées par le gouvernement. La politique du gouvernement ne leur laisse aucune marge de manœuvre. Ils doivent donc se résoudre à s'y opposer. C'est dans le cadre de ce calcul que les dirigeants syndicaux, dans de nombreux interviews, ne firent pas la moindre référence au fait que la tâche centrale des syndicats aujourd'hui est la défense des intérêts des travailleurs contre le chômage. En effet, une telle position impliquerait de se placer dans une optique de classe ne tenant plus compte des intérêts patronaux. La dynamique que cela enclencherait serait incompatible avec les objectifs de stabilisation du système qui fondent leur politique. Pour tenter de désamorcer les tensions naissantes avec sa base, Vetter (ainsi que les autres dirigeants syndicaux) réclament du gouvernement une lutte contre le chômage.

Réponse du gouvernement et de la bureaucratie

La bureaucratie syndicale est préoccupée de dégager de nouvelles voies dans les relations entre le gouvernement SPD et les syndicats. Le gouvernement SPD, depuis quelque temps déjà, utilise la même recette pour garantir la passivité de la bureaucratie. Il lie tout simplement la bureaucratie syndicale à la politique gouvernementale, non pas sur une base coercitive, mais à travers des réformes appropriées, concessions et aménagements insignifiants ainsi que de promesses de réformes.

Avec Schmidt, ce rapport est devenu unilatéral. La période de crise permit de faire accepter cette modification. La politique de Schmidt ne se basait plus sur des "rapports privilégiés" avec la bureaucratie syndicale, mais sur des accords mutuels avec le FDP bourgeois.

Les attaques de Vetter contre le gouvernement fédéral et le Chancelier n'ont d'autre but que de restaurer les liens privilégiés qui existaient avant avec le principal parti au pouvoir. Fidèle bureaucrate dirigeant du SPD, il ne dispose en outre d'aucune autre alternative.

Jusqu'à présent, cette tentative s'est soldée par un échec. Le seul accord qui a pu être rapidement conclu fut celui du "programme d'investissement". Sur les problèmes principaux, il n'y a pas eu le moindre progrès. Schmidt n'a pas fait appel comme en d'autres occasions à la solidarité traditionnelle qui unit le SPD et le DGB. Il a fait appel cette fois aux liens unissant "les employeurs, les travailleurs et leurs syndicats, et les politiciens responsables". Les plans de réduction de la semaine de travail devraient être remis aux calendes grecques. "Le gouvernement fédéral ne voit pas, en ce moment, de moyen légal pour réduire la durée de la semaine de travail. Cette question devra rester en négociation entre les partenaires sociaux."

Le rejet du "Plan Vetter" par le gouvernement constitue en fait un os à ronger pour les dirigeants des divers syndicats. Ces derniers ne pouvaient pas se présenter devant les membres de leurs organisations en période de négociation sur le projet de Vetter de réduction de la semaine de travail sans compensation salariale. En effet, dans le meilleur des cas, le plan Vetter aurait abouti à une stagnation des salaires réels. Le mot d'ordre lancé par les bureaucrates "Pas de compromis sur les compensations salariales" aboutit finalement à "Pas de réduction de la semaine de travail". Les discussions continuent à ce sujet car le rejet du plan Vetter par le gouvernement et les contradictions croissantes sur cette question ont contraint les syndicats à la mettre à l'ordre du jour de leurs discussions. Et ce, non pas dans une perspective à "moyen terme", mais comme échéance actuelle de la lutte syndicale.

Le début d'un processus de différenciation

Néanmoins, ce conflit entre les syndicats et le gouvernement SPD, emmêlé dans ses contradictions, représente un facteur positif. Il peut servir de point de départ à de possibles luttes de classe pour autant que les lignes de force de ce conflit soient saisies et que puisse être gagnée ainsi une marge de manœuvre politique plus importante.

Cette possibilité se révèle avant tout en ce qui concerne les négociations en cours pour les nouveaux contrats. Les syndicats officiels ne posent pas à cette occasion les questions aujourd'hui les plus importantes (chômage, chute des salaires réels, accélération des cadences, réduction des dépenses sociales et problèmes fiscaux). Des potentialités réelles de mobilisation existent dans ces domaines, si les luttes ne demeurent pas limitées aux pourcentages d'augmentation salariale. C'est-à-dire si les problèmes sont saisis et posés de façon à ancrer dans la conscience de la classe ouvrière la nécessité d'un programme global de luttes syndicales avec pour objectif l'emploi, les salaires et des conditions décentes de vie et de travail.

On peut déjà noter une première conséquence de cette friction entre la bureaucratie syndicale et le SPD : les différenciations apparaissant au sein de la bureaucratie. Il ne faut certes se faire aucune illusion sur ce type de différenciation, et il ne faut rien en attendre. Mais les contradictions entre cette partie de la bureaucratie qui veut demeurer dans le giron de Schmidt quoi qu'il arrive et celle qui, pour des raisons d'autoconservation, part en guerre contre le gouvernement, rendent plus facile un tournant de lutte de classe. Dans le domaine de la politique des revenus, le bloc monolithique que la bureaucratie avait solidifié durant la crise s'est aussi fissuré. N'étant plus le maître incontesté de sa maison, la bureaucratie aura d'autant plus de difficultés à jouer son rôle de stabilisateur pendant la période des négociations collectives. Toute contradiction ouverte entre les syndicats et le gouvernement fait en effet grandir d'autant plus les espoirs que place la classe ouvrière dans les négociations contractuelles; ce qui limite corrélativement la marge de manœuvre de la bureaucratie. Dans la métallurgie, par exemple, malgré l'absence d'un courant décidé à faire face au syndicat patronal, les négociations suivent un cours très délicat. En fait, on ne peut exclure la possibilité d'une grève même si la bureaucratie tarde autant que possible avant de donner le feu vert à des mobilisations qui sont déjà en préparation. Elle est de fait placée devant une dilemme difficile. Une telle grève, combinée à l'incapacité du gouvernement à négocier avec les syndicats, aurait des répercussions fondamentales sur la structure politique de RFA. Un repli de la bureaucratie motivé par la peur devant une confrontation combative (ce serait le cas si elle accepte les accords salariaux dans les limites officiellement fixées) donnerait un souffle nouveau aux discussions dans les syndicats.

HELMUT SCHMIDT

Les attaques de Vetter auront des répercussions non seulement dans les syndicats mais aussi dans le SPD. Le ralliement du parti derrière Schmidt lors de la confrontation électorale (le ralliement des Jusos, par exemple, à la ligne de Schmidt) a précipité ce parti dans une crise organisationnelle interne ouverte. Cette crise a rendu le parti impuissant lors de la bataille électorale. La situation a été décrite de la manière suivante par un observateur qualifié : "Cétait chacun pour soi, l'un s'adressant aux journaux pour se distancer de l'opportunisme du parti, l'autre profitant des possibilités de promotion sur mesure offertes par le parti". (A. Klonne dans "Links" n°84). Dans cette citation, "l'un" n'est autre que le vieux gauchiste du SPD, Steffen, qui dans une interview fracassante faite au début de décembre attaqua la direction de la commission du soi disant "programme de base" dans le SPD, commission chargée d'élaborer le projet à long terme du SPD pour les travailleurs. Dans cette interview, Steffen (qui fait encore partie de la direction du parti) déclara en parlant de Schmidt : "Il pense et agit en technocrate pur et ne semble pas du tout se rendre compte qu'il ne fait que donner le blancseing à tout ce que l'industrie et les groupes d'intérêts du capital ont mis en œuvre depuis longtemps".

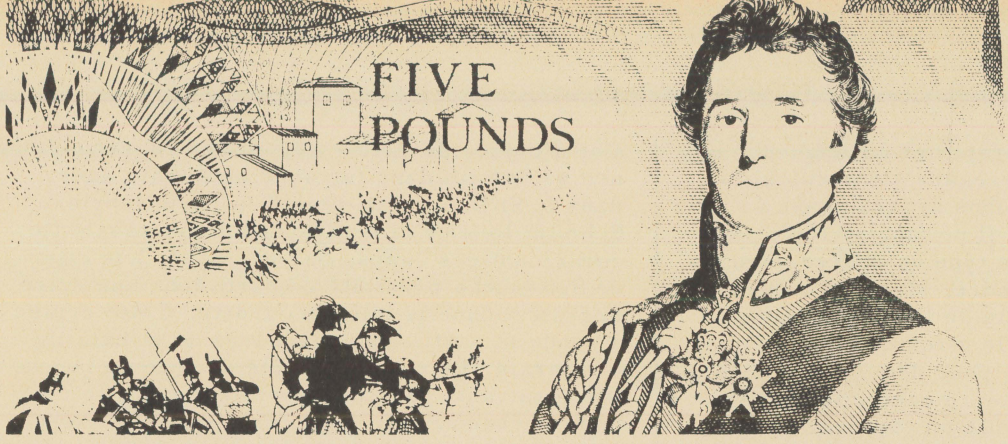
Ceci fut dit avant le démembrement de la sécurité sociale, ce qui montre bien qu'il existe une marge de discussion et de critique au sein du SPD, ce qui a pour effet d'ouvrir de nouvelles possibilités de critiques internes sous le couvert de critiques syndicales.

Le ralliement du parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale derrière les conceptions de Schmidt lors de la crise, a créé un vide politique à gauche, dont la présence a été constamment renforcée du fait des capitulations passives devant la politique gouvernementale. Mais, parallèlement, la mise en veilleuse de contradictions sociales importantes a eu pour effet d'émousser ce potentiel. Les frictions qui se sont révélées lors du pacte entre la bureaucratie syndicale et le gouvernement SPD n'annoncent pas encore un tournant de grande envergure, car leurs liens demeurent solides. Cependant, la porte a été entrouverte. Il importe de saisir cette occasion. Il ne faut certes pas se lancer dans des dénonciations abstraites ou des tentatives futiles, visant à transformer toute opposition à la ligne de Schmidt en gains directs pour telle ou telle organisation. Mais il faut mettre en avant un programme de lutte répondant aux problèmes posés, afin d'offrir une perspective de mobilisation de toutes les forces qui commencent à comprendre la nécessité de dégager une alternative nouvelle.

16 janvier 1977

NOTE

(1) installation du gouvernement dirigé par les social-démocrates, proclamation de Brandt sur "l'ère des réformes".



LES SYNDICATS ET LA CRISE ECONOMIQUE

Alan JONES

Nous publions ci-dessous la dernière partie et les conclusions d'une analyse portant sur la relation entre la crise économique, l'activité syndicale et la lutte de classes en Grande-Bretagne. La première partie avait été publiée dans le dernier numéro d'Inprecor, n°65, paru le 13 janvier 1977.

Les trois éléments de la situation économique que nous avons analysés - a savoir le chômage, la politique des revenus et l'inflation - n'expliquent évidemment qu'en partie le déclin observé dans les luttes syndicales au cours des deux dernières années. Ce qui a été décisif, c'est la combinaison entre le cycle économique et le bloquage des perspectives politiques, résultant des trahisons du gouvernement travailliste. La déception causée par le parti travailliste se répand rapidement, mais elle ne se traduit pas en premier lieu par un déplacement vers la gauche : c'est ce fait qui, combiné avec le chômage actuel (le plus important de toute la période d'après-guerre) et le déclin actuel des luttes (plus prononcé qu'en une autre période), fait qu'il est dangereux d'essayer de prédire le développement exact des luttes syndicales dans la période à venir. Néanmoins, une série de signes indiquent que l'on a eu affaire à un recul temporaire et une défaite temporaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il n'y a eu aucune défaite qualitative qui nous ramènerait à la situation d'avant 68. Il faut donc s'attendre à une remontée des luttes, même si elle devait être lente à son début. Plus particulièrement, quatre facteurs peuvent être envisagés.

L'appréciation des rapports de force par la bourgeoisie

Encore que cet indice ne soit pas décisif, il est néanmoins significatif que malgré tous les gains réalisés l'an passé, les sérieuses défaites subies pas le Labour dans des élections partielles, la bourgeoisie n'est cependant pas assurée de pouvoir défaire une quelconque lutte d'importance menée par un groupe de travailleurs bien organisés. Cela a été prouvé en de nombreuses occasions.

Quand les marins menacèrent de faire grève, au cours de l'été 1976, aucun secteur significatif des classes dominantes ne manifesta le désir de lutter à fond pour infliger une défaite aux marins, ce qui contraste violemment avec la réaction de la bourgeoisie face à une menace de grève provenant de quelque groupe ouvrier que ce soit, tout au long de la période qui précéda la première grève des mineurs de 1972. Cette fois, tous les dirigeants bourgeois sans exception insistèrent pour qu'on s'en remette à la bureaucratie syndicale et qu'on évite les provocations. Bien que la menace de grève fut finalement retirée, elle fit profiter les travailleurs concernés de petites concessions - et ces gains représentèrent les premiers résultats acquis sur la question des revenus depuis un an, ce qui leur donne un petit effet de la stimulation par rapport à d'autres secteurs ouvriers.

Plus évidente encore a été la réponse de la bourgeoisie à l'action que les mineurs menaçaient d'entreprendre pour obtenir l'abaissement de l'âge de la retraite. Bien qu'apparemment le conflit ne portait pas sur les salaires, il constituait une menace bien plus grave encore pour la politique des revenus que ne l'était l'action des marins. On ne doit pas en être surpris, depuis les expériences de 1972 et 1974, la bourgeoisie est maintenant convaincue qu'elle ne peut battre en brèche une grève de mineurs. La façon dont la cotation de la livre a suivi l'état des négociations avec les mineurs est tout-à-fait risible : quand Joe Gormley, président du syndicat, déclarait que la majorité des mineurs ne cherchaient pas la confrontation avec le gouvernement, la livre remonta ; quand le dirigeant de l'aile gauche, Hugh Scargill, appela à un vote sur la poursuite de l'action, la livre baissa ; quand la dernière proposition du Coal Board (Bureau charbonnier, organisme patronal) fut rejetée par les mineurs et qu'un référendum fut annoncé, la livre baissa à nouveau immédiatement. ("Times" du 24.11.76). De ce référendum sortit un vote massif de 78 contre 22, contre la proposition du Coal Board et pour une action de grève. Il y a toutes les chances que les mineurs vont contraindre le gouvernement à des concessions, ce qui continuera de miner la politique des revenus et se communiquera par ricochet à d'autres secteurs industriels.

UN PIQUET DE GRÈVE DEVANT UNE MINE

Finalement, et c'est aussi le plus important du point de vue politique, la bourgeoisie reste dans l'incertitude sinon dans la crainte quant aux effets possibles d'un retour des conservateurs au gouvernement, chose que la classe dirigeante serait probablement à même de provoquer à peu près à n'importe quel moment. Sa grande crainte est qu'un tel gouvernement serait confronté à une lutte d'importance de la classe ouvrière, qui le mettrait dans l'impossibilité de gouverner, plus rapidement encore que ce ne fut le cas avec Heath. C'est cette peur qui, sans aucun doute, est l'un des principaux facteurs permettant en ce moment au Labour de se maintenir en fonctions. Ceci indique, soit dit en passant, pourquoi la pression exercée par le gouvernement sur les dockers pour qu'ils ne fassent pas grève suite à la défaite des travaillistes, concernant la définition du travail sur les docks en relation avec l'introduction massive des containers, ne représentait pas seulement une trahison de classe, elle était également suicidaire du point de vue de la bureaucratie elle-même. Malgré les succès accumulés au cours de la période écoulée, qui incluent aussi l'absence de toute action contre l'échec de la législation du Parti travailliste sur la définition du travail de dockers, la classe dirigeante n'est toujours pas convaincue qu'elle ne serait pas, de nouveau, confrontée aux mêmes luttes qui ont amené d'abord la défaite et ensuite la chute de Heath.

La combativité des masses

Si nous passons maintenant des jugements politiques portés par la bourgeoisie sur les caractéristiques objectives du développement de l'action ouvrière, nous trouvons d'aussi bons arguments pour rejeter l'idée d'une défaite qualitative qui amènerait un retournement complet des rapports de forces entre les classes tels qu'ils s'établirent dès 1968.

La combativité des masses est toujours visible dans la réaction très large qui suit tout appel lancé par la direction de la classe ouvrière. Malgré le recul des actions de grève, il est clair que l'apathie et la démoralisation ne domine pas, ainsi que le montre tout appel à l'action lancé par les bureaucrates. En plus de mobilisations sur des questions politiques plus spécifiques (la participation de près de 20.000 personnes à la manifestation organisée par le parti travailliste contre le racisme le 21 novembre en est un exemple), le développement le plus important, qui montre en même temps l'état d'esprit d'importantes couches, fut la manifestation du 17 novembre contre les réductions des dépenses publiques. Cela se produisit dans la foulée d'actions plus limitées encore que non moins plus importantes, en particulier les 20.000 personnes qui participèrent à la manifestation du 30 novembre contre le chômage, ou encore la grève générale d'un jour, dirigée contre les réductions de dépenses, à Dundee.

La manifestation du 17 novembre surpassa même les prévisions les plus optimistes, en réussissant à mobiliser 60.000 personne dans la plus grande manifestation du mouvement ouvrier depuis l'action engagée en 1971 contre le "Industrial Relations Bill" (loi réglementant le droit de grève). Il est clair que de très larges couches de travailleurs du secteur public furent aussi entraînées dans cette action, malgré des différences entre les régions. En particulier, on a pu noter une participation massive de femmes travailleuses, de travailleurs noirs ainsi qu'une série de secteurs qu'on n'avait jamais vu entrer dans une lutte (personnel des cantines scolaires ; nettoyeurs, personnel du secteur de la construction publique liée aux municipalités).

Vu la situation présente dans le secteur public, qui est telle que la direction syndicale ne doit pas seulement faire face à la pression de la base, mais est en outre assurée de perdre de nombreux membres si les réductions de dépenses passent, le léger tournant vers la gauche entrepris par la direction syndicale crée des ouvertures auxquelles les militants répondent.

En Ecosse en particulier, il ne se passe pas de semaine sans deux ou trois grèves ou défilés sur la question des réductions de dépenses. La CPSA (Civil and Public Services Association, syndicat des services publiques), qui compte 220.000 membres, a imposé le refus des heures supplémentaires dans les secteurs où le travail supplémentaire servirait à cacher la vacance d'un poste. Il a refusé certaines sortes de travail statistique et est en train de s'opposer à des manœuvres tendant à payer l'allocation de chômage tous les quinze jours plutôt que toutes les semaines. Le Bureau exécutif de la NALGO (National Association of Local Government Officers, syndicat de fonctionnaires) envisage de demander à ses membres le refus des heures supplémentaires et celui d'exécuter des tâches qui normalement auraient été accomplies par des employés qui ont été licenciés. A Londres même, près de 25 écoles refusent d'assurer l'interim pour des professeurs absents plus de trois jours.

Cette situation, bien sûr, connaît de sérieuses limites. Tout au plus, les directions des syndicats du secteur public sont-elles en train de poursuivre une tactique classique de la bureaucratie de gauche, consistant à ne pas mobiliser des forces d'une façon centralisée et à laisser se battre seuls des secteurs militants particuliers. C'est ainsi, par exemple, que la NALGO a laissé à ses différentes sections la responsabilité de refuser les heures supplémentaires ; la National Union of Public Employees (syndicat national des employés du service public), défend la position que c'est hôpital par hôpital qu'il faut combattre les réductions de crédit ; la National Union of Teachers (syndicat national des professeurs) n'a rien fait pour mettre en pratique sa prise de position formelle contre les réductions d'effectifs. Même le succès massif du 17 novembre n'était finalement possible que grâce aux campagnes menées par les militants de base, profitant de la marge de manœuvre accordée par la bureaucratie. En outre, dans une série de cas, la bureaucratie a toujours recours à des méthodes de répression directe. La direction du NALGO, par exemple, trasmit une décision aux fédérations, affirmant qu'aucune action ne pourrait être entreprise contre un membre n'ayant pas participé à l'action du 17 novembre. Le NUT a tenté de sacrifier les professeurs de "Little Ilford School", engagés dans une lutte particulièrement isolée pour ne pas assumer les absences prolongées.

Le rôle joué par la bureaucratie dans ces actions révèle la nécessité de revendications qui dépassent la fragmentation imposée aux luttes. Cependant, la réponse très importante donnée à chaque appel de la part de la direction révèle quant à elle la combativité sous-jacente qui persiste chez les travailleurs et indique qu'il n'y a pas eu de défaite qualitative.

Les directions locales mises en place après 1971 subsistent intactes

Etant donné que, dans la période actuelle, la bureaucratie n'a rien fait de plus que laisser la porte ouverte aux actions menées par les militants à l'échelon local, il est d'une importance particulière que les directions locales créées dans la période avant 1974 restent intactes dans l'ensemble. Il y a certaines exceptions néanmoins, comme les usines Chrysler du Midlands, la construction et, dans une certaine mesure, les dockers. Mieux, dans un certain nombre de secteurs, entre autre le secteur public et dans une moindre mesure, les travailleuses d'usine, les organisations locales et les délégations syndicales ont connu un nouveau développement. La signification de cela est double. Premièrement, ainsi qu'il a déjà été noté, cela veut dire que chaque fois que la direction syndicale laisse les portes ouvertes à l'action, il y a un nombre suffisant de militants organisés pour en profiter.

Cela s'est vu le 17 novembre avant toute chose, mais on l'a aussi remarqué à l'occasion de la Conférence nationale sur le Chômage, convoquée par le Parti communiste et qui a réuni 3.000 délégués, ainsi qu'au travers des forces qui se sont engagées dans les initiatives "Right to Work" (le droit au travail) organisées par le groupe "International Socialists".

En second lieu, cela veut dire que partout où la production industrielle a repris et où, par conséquent, les conditions objectives sont plus favorables à la lutte, les militants locaux sont à même de profiter de la situation pour relancer les luttes en défense de leurs propres intérêts. L'industrie automobile mérite ici un intérêt particulier, dans la mesure où c'est un bastion syndical, qui avait été sévèrement touché par la récession, les licenciements massifs et des défaites indéniables dans certains secteurs. Avec la reprise économique dans cette branche, une nouvelle vague de grèves est en train de se développer. Rien que pour la semaine se terminant le 20 novembre, on ne compta pas moins de six grèves dans cette industrie. En général, il s'agit de petites grèves, mais qui n'en étaient pas moins significatives : non seulement par rapport à l'apathie qui avait prévalu au cours des six à neuf mois qui avaient précédé, mais aussi pour le fait que trois d'entre elles se déroulèrent malgré les instructions officielles de retour au travail données par la direction syndicale. Il y a là encore un exemple très clair de délégations et directions locales prenant en charge la lutte et retrouvant une certaine confiance en elles-mêmes.

En outre, à ces diverses petites luttes sont venues s'ajouter récemment des actions plus étendues, plus prometteuses - entre autre les occupations d'usine de Jaguar à Coventry, pour faire échouer une menace de lock-out, ainsi que l'importante lutte de Ford Dagenham, où des travailleurs de l'équipe de nuit prirent le contrôle du bâtiment central, élevèrent des barricades et accueillirent la police avec des lances à incendie. Il serait faux d'exagérer cette tendance, car ces luttes sont presque toutes défensives, mais il s'agit en tout cas d'un tournant par rapport à la situation qui prévalait l'année passée, après des défaites aussi grandes qu'à Chrysler. La chose importante est en tout cas que les travailleurs sont en train de riposter par la lutte aux attaques.

Extension des luttes et quelques victoires

Fait particulièrement significatif au vu des attaques généralisées dirigées contre la classe ouvrière et, en même temps, signe du début d'une résistance et d'une lutte plus importante encore de nouvelles couches de travailleurs

passent à l'action. On peut le noter particulièrement dans le secteur public. Des groupes de travailleurs n'ayant aucune tradition de lutte se sont engagés dans des mobilisations : éducation, santé et d'autres encore. On put le constater le 17 novembre, quand des couches telles que les plongeurs et les serveurs de restaurant se mobilisèrent, alors que des femmes et des Noirs constituaient une part très importante des travailleurs de la manifestation. La mobilisation des femmes travailleuses s'est aussi étendue à d'autres secteurs. Une série de grèves pour l'obtention d'un salaire égal à celui des hommes, ont connu un point culminant avec la lutte de Trico. Elles se sont déroulées durant tout l'été, comme il devenait de plus en plus clair que le "Equal Pay Act " et le 3sex Discrimination Act" (lois sur l'égalité des salaires et sur les discriminations entre les sexes), datant de 1975, ne pouvait même pas fournir les avantages économiques limités qui avaient été promis. (Malgré les promesses du gouvernement et la législation, l'inégalité des salaires a continué de s'aggraver. En avril 1976, la différence de salaire horaire entre hommes et femmes était de 40 pence, alors qu'elle était de 32,2 p. en octobre 1972).

Ce qui est plus important encore, c'est que certaines de ces luttes amènent maintenant des succès même limités et partiels. Elles sont menées sur des terrains restreints, comme par exemple le bloquage de l'utilisation du travail des jaunes à Ford Dagenham, les occupations qui firent échec à un lock-out à Jaguar Coventry (la direction fut forcée de payer les salaires pour aussi toute la période de l'arrêt de travail), le succès de la lutte pour la syndicalisation chez Greenings à Warrington. Quoi qu'il en soit, après une période au cours de laquelle pratiquement toutes les luttes se terminaient par des défaites, un certain nombre de victoires sont importantes pour stimuler la combativité de la classe ouvrière.

Il est clair aussi qu'un tournant partiel s'est opéré dans la lutte salariale au cours de la période qui vient de s'écouler. Les faibles gains enregistrés par les marins en furent le premier signe. Le second vint de la grève de 21 semaines pour l'égalité des salaires à Trico. Cette victoire - acquise malgré le harcèlement policier, la décision d'un tribunal d'Etat, le soutien plutôt tiède des syndicats officiels - fut la première grande démonstration de l'idée selon laquelle la lutte peut amener des résultats, même s'il y faut du temps. Finalement, le fait que les mineurs soient en mesure d'extorquer au moins quelques concessions qui aillent au-delà des limites imposées par la politique des revenus, représentera un autre stimulant pour la lutte.

Si l'on prend tous ces indices en même temps - l'appréciation qu'a la bourgeoisie des rapports de force, la réaction significative de la classe ouvrière à tout appel à l'action lancé par la direction, la subsistance des directions locales installées avant 1974 et l'extension de la lutte à de nouveaux secteurs, tout cela couplé à quelques victoires partielles - nous pouvons avec assurance rejeter l'idée qu'il y aurait eu une défaite qualitative de la classe ouvrière qui nous ramènerait à l'époque d'avant 68. L'augmentation ininterrompue des effectifs syndicaux reflète une combativité non battue et toujours présente. En outre, l'action du 17 novembre, les légers succès des marins, la montée des luttes dans l'industrie automobile, la victoire à Trico et les mouvements entrepris actuellement par les mineurs constituent le début d'un tournant lent mais net dans la situation. Au vu des reculs de l'an passé et des nombreuses difficultés politiques majeures faisant obstacle à une montée de la combativité de la classe ouvrière, même sur le plan strictement syndical, il serait léger et irréaliste de s'attendre à ce que cette remontée des luttes soit rapide.

En outre, les éléments politiques mentionnés démontrent que les déterminants économiques revêtent une importance moins cruciale qu'auparavant. Néanmoins, les révolutionnaires britanniques, sans prévoir de développements spectaculaires au départ, ont pour perspective une remontée des luttes ouvrières. Pour que ce tournant puisse se consolider, les prochains pas à faire consistent à renforcer les luttes contre les réductions de dépenses, engager des luttes sérieuses contre les licenciements chez Courtauld et dans d'autres secteurs, redonner un élan, au moins partiel, aux luttes contre la politique des revenus.

De nombreux problèmes sociaux et politiques doivent encore être surmontés. La bourgeoisie détient encore de nombreuses cartes dans son jeu - qui vont du racisme à une campagne pour un "gouvernement de coalition nationale" - pour renforcer la pression sur le gouvernement travailliste. Mais on ne peut trouver d'arguments économiques pour justifier la conclusion que la combativité dont la classe ouvrière a fait preuve au cours des huit dernières années a été fondamentalement brisée.

Une nouvelle reprise des luttes syndicales doit à son tour aider à améliorer les conditions dans lesquelles se déroule l'intervention des révolutionnaires, orientée vers la résolution de la crise politique à laquelle la classe ouvrière est confrontée. Une extension de cette lutte à l'industrie lourde marquerait certes un point qualitatif. Aujourd'hui, et après une période de reculs indéniables, les révolutionnaires britanniques ont plus de raison que jamais de garder confiance dans le développement de la lutte de classe en Grande-Bretagne. Se préparer à un nouveau tournant dans les luttes syndicales, étendre leurs revendications et méthodes d'organisation, dépasser les obstacles politiques auxquels elles seront confrontées, cela doit prendre une part cruciale de l'activité révolutionnaire aujourd'hui.

LES ELECTIONS MUNICIPALES ET LES REVOLUTIONNAIRES

Le 17 mars se dérouleront dans toute la France les élections municipales. Cette année, elles revêtiront une importance particulière et auront valeur de test politique dans le cadre de l'affrontement entre la droite et les partis de gauche, regroupés derrière le Programme commun.

Depuis les dernières élections cantonales, la droite est minoritaire. La crise politique s'accentue de jour en jour, aboutissant aujourd'hui à une cassure entre les deux composantes de la majorité présidentielle : Chirac contre Giscard. Face au plan d'austérité, face au mécontentement grandissant des travailleurs, les partis réformistes n'offrent comme solution que d'attendre patiemment le verdict des élections municipales et, surtout, celui des législatives de 1978.

Pour la grande masse des travailleurs, l'Union de la Gauche apparaît comme la seule alternative crédible. C'est dans ce cadre que trois organisations révolutionnaires - la Ligue communiste révolutionnaire (SFQI), Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs - viennent de signer le "pacte d'alliance" dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Il doit permettre pour la première fois aux révolutionnaires d'offrir de façon unitaire une alternative à la politique des partis se revendiquant du Programme commun. Cet accord s'est réalisé sur des bases claires : premièrement, une dénonciation sans équivoque du Programme commun, programme de collaboration de classe qui se situe dans le cadre des institutions bourgeoises; deuxièmement, un appel à la centralisation des luttes contre le plan d'austérité sur une plate-forme de revendications unifiantes; troisièmement, une démarche unitaire vis-à-vis du PC et du PS qui se concrétise par un appel en leur faveur lors du deuxième tour des élections.

Certes, il reste de nombreux désaccords entre ces trois organisations. Mais l'unité réalisée ne manquera pas de soulever un grand intérêt bien au-delà de la périphérie des trois organisations. Des meetings unitaires vont être organisés dans toute la France.

Face à une pareille offensive anti-ouvrière, la défense des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et des masses populaires exige une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs opposant leurs revendications aux prétentions patronales et gouvernementales du plan d'austérité. Toutes les organisations et tous les militants soucieux de la défense des intérêts des travailleurs devraient être partie prenante d'une telle riposte :

... Le PC et le PS, soutenus par les directions des confédérations syndicales, s'efforcent de limiter, d'encadrer la riposte ouvrière. Ils s'attachent essentiellement à se préparer une majorité parlementaire dans le cadre du calendrier électoral défini par Giscard, si possible hors de toute mobilisation populaire. Les directions de la CGT et de la CFDT organisent des journées d'action mais empêchent toute réelle coordination des luttes; elles reculent devant toute épreuve de force avec le pouvoir.

Avec le plan Barre, le gouvernement actuel met tout son poids dans la balance pour que la crise soit payée par les travailleurs... Pourtant, le gouvernement et le président de la République lui-même sont de plus en plus contestés, sinon discrédités. Et ils le sont dans leur propre majorité...

Le PC et le PS s'allient avec les radicaux de gauche : ils tendent la main aux gaullistes de gauche. Et surtout ils se préparent à gouverner avec Giscard dans le respect de la Constitution de 1958. Ils s'engagent à gérer l'économie de profit, ils sont donc prêts, une fois au gouvernement, à imposer à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer aujourd'hui....

Les travailleurs ne doivent donc pas s'y tromper, le Programme commun ne permet pas de sortir de la crise parce qu'il ne permet pas de sortir du système qui en est la cause. Une majorité de l'Union de la gauche, ce n'est ni le pouvoir aux travailleurs, ni la "voie pour le socialisme".

L'enjeu des municipales

Les prochaines élections municipales, quelles que soient les affirmations pour en faire un événement à signification surtout locale, apparaissent comme un test national et il sera considéré ainsi non seulement par les politiciens mais aussi par les travailleurs et couches populaires qui mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement.

Il s'agit, en n'abandonnant pas le terrain des luttes pour la trêve électorale, de défendre pendant ces élections les solutions ouvrières à la

crise. Nous le ferons contre toutes les nuances de la droite, toutes responsables de la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel ou de son prédécesseur, mais aussi face aux partis de l'Union de la gauche qui refusent toute politique qui permettrait que cette crise soit payée non par les travailleurs et les couches populaires mais par les capitalistes.

Nous ne voulons pas empêcher, contre la droite, le PC et le PS de conserver ou de conquérir des municipalités : nous affirmons dès à présent que c'est ce qui déterminera notre consigne de vote au deuxième tour.

La présentation des listes "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs" doit permettre à tous les travailleurs, à tous les électeurs populaires :
- de dire qu'ils en ont assez de la droite et des politiciens au service des patrons et de leur Etat;
- de dire qu'ils sont bien décidés à ne pas faire les frais de la crise et prêts à se battre pour cela sans attendre 1978... quels que soient les résultats électoraux;
- mais aussi de dire qu'ils n'ont pas confiance dans la politique de compromission des partis de gauche... et que si ceux-ci arrivent au gouvernement, ils sont bien décidés à ne pas admettre qu'ils fassent la politique de la droite, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé.

Nous proposons de mener la campagne des municipales autour des axes suivants :

1. Développer les possibilités de contrôle des travailleurs

La démocratie est aujourd'hui une fiction : une véritable démocratie communale exigerait que les représentants élus des travailleurs soient sous le contrôle constant de leurs mandants...

Les travailleurs ne pourront bouleverser radicalement (la situation actuelle) sans un changement politique central. Mais il serait possible dès maintenant à une municipalité qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs de mettre le conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs et des couches laborieuses de la commune. Pour cela, elle aiderait au développement d'organes de lutte et de contrôle regroupant électeurs et non-électeurs, ouverts à tous et à toutes les organisations représentatives de la population laborieuse (syndicats, associations de locataires, d'usagers, etc.)...

2. Soutien aux luttes des travailleurs et de la population laborieuse

Aucune municipalité ne peut remplacer la lutte des intéressés eux-mêmes, mais une municipalité représentant réellement les intérêts de la population laborieuse apporterait tout son soutien à la lutte des travailleurs et de toutes les couches de la population exploitées ou opprimées, en particulier les femmes, les jeunes et les immigrés.

Cela implique un appui moral et aussi matériel à toutes les organisations que ces travailleurs ou ces couches de la population en lutte se sont données démocratiquement : syndicats, comités, associations diverses...

3. Défense et extension des libertés

Toutes les organisations ddes travailleurs et des couches laborieuses, politiques et syndicales sans exclusive et sans la moindre contrepartie, auront la possibilité d'utiliser gratuitement les locaux et moyens d'expression dont dispose la municipalité. Ainsi leur serait garanti un droit de réunion et d'expression réel et non pas théorique...

La municipalité sera aux côtés des travailleurs en lutte pour faire face aux interventions des polices officielles et parallèles des patrons et du pouvoir. Pour s'opposer efficacement aux occupations policières des usines et des foyers, aux expulsions et saisies des locataires, des travailleurs immigrés... elle favorisera le développement de l'auto-défense ouvrière.

Pour les tâches du maintien de l'ordre, aucune confiance ne serait faite à la police, même locale. Nous nous appuierons sur l'organisation collective des travailleurs...

4. Changer les conditions de vie

Les problèmes qui touchent aux conditions de vie ne peuvent trouver une solution dans le cadre de la commune et dans les limites de ses moyens matériels actuels...

Mais indépendamment de ses possibilités financières qui conditionnent ses réalisations, la municipalité soutiendra politiquement et matériellement toutes les luttes pour l'amélioration des conditions de vie de la population, qui sont en fait des luttes contre l'Etat : lutte pour les transports gratuits, pour les crèches, pour des services publics convenables, contre la pollution, pour des centres de santé et des centres d'orthogénie, etc...

Pour mettre fin au scandale des logements vides, alors qu'il y a tant de mal-logés ou de gens à la rue, la municipalité, aidée des comités de quartier, fera le recensement de ces logements vides et des besoins de la population. Elle soutiendra toutes les occupations de logements inoccupés. De même, appuyée sur les comités de quartier et toutes les organisations de travailleurs, ainsi que les associations de locataires, elle fera appel à toute la population pour défendre les travailleurs menacés d'expulsion ou de saisie, empêcher celles-ci qui, avec la crise et le chômage, vont en se multipliant...

Ligue communiste révolutionnaire,
Lutte ouvrière,
Organisation communiste des travailleurs.

SUISSE

Karl BRUNNER

crise et 40 heures

Le 5 décembre 1976, les citoyens suisses avaient à se prononcer, en votation populaire sur l'abaissement à 40 heures pour tous de la semaine légale de travail de 45 heures dans l'industrie et 50 heures dans la construction et l'hôtellerie.

En 1973, le POCH, le PSA (1) et la Ligue Marxiste Révolutionnaire (section suisse de la IV° Internationale) avaient déposé une initiative constitutionnelle (2) demandant l'introduction légale des 40 heures, pour toutes les catégories, dans un délai d'un an après un résultat positif de la consultation populaire.

Crise et privilège

En mettant à profit la politique de "paix du travail" des directions syndicales, le patronat helvétique a réussi l'exploit durant de nombreuses années de diminuer très faiblement le temps de travail légal - et encore moins le temps de travail effectif, vu la pratique largement répandue des heures supplémentaires - et d'accroître fortement la productivité physique du travail. Ainsi, actuellement, le capitalisme suisse jouit du privilège de la durée de travail légale la plus longue d'Europe, ceci au moment où l'attaque contre le niveau de l'emploi se renforce !

En effet, le capitalisme suisse - dont le moteur réside dans les exportations (machines outils, appareils électriques, chimie, horlogerie, etc) - fut frappé fortement d'une part par la récession généralisée du capitalisme et, d'autre part, par "l'effondrement" du marché intérieur dû aussi bien à la profonde crise structurelle du secteur de la construction, qu'au "départ" (à l'expulsion sous la pression du chômage) de 200.000 travailleurs immigrés.

Une simple comparaison internationale permet de mesurer l'ampleur de la récession capitaliste en Suisse. Voici le taux de baisse de la production industrielle entre 1973 et 1975, en ayant comme point de référence le point le plus élevé qu'elle a atteint en 1973 ou 1974, et son point le plus bas en 1975 (variation en %)

Etats-Unis	10,1		
RFA	11,3	Belgique	15,6
France	11,9	Suisse	18,4
Italie	15,2	Japon	19,7

(Source : OCDE - Principaux indicateurs économiques)

La politique du gouvernement et de la Banque Nationale, qui s'inspire de la doctrine monétariste la plus stricte, accentua l'ampleur de la récession. L'objectif était clair : "détendre au maximum le marché du travail", afin d'opérer une pression sérieuse sur les salaires, à l'instant où l'insécurité de l'emploi stimule la "discipline du "travail". Le résultat fut probant : le taux d'inflation en décembre 1976 ne s'élève qu'à 1,3%; 300.000 emplois (sur une population active de 2.900.000 en 1973) furent supprimés, soit plus de 10%; les salaires réels stagnent ou même ont baissé dans certaines branches; la productivité du travail a crû fortement. Parmi les 300.000 emplois supprimés, il faut compter les 200.000 travailleurs immigrés "exportés" vers l'Italie et l'Espagne. Parmi les 100.000 autres se trouvent essentiellement des femmes mariées qui ont dû quitter leur emploi, des retraités qui continuaient à travailler, etc... Enfin, les chômeurs résidant en Suisse atteignirent le chiffre record de 32.000.

Patrons et syndicats

C'est dans ce contexte que surgit la votation pour l'initiative des 40 heures. Il ne faisait pas de doute que la bourgeoisie allait lancer une campagne catastrophiste, dans la meilleure tradition des arguments utilisés depuis un siècle pour dépeindre les "effets terribles pour l'économie nationale" de toutes les diminutions du temps de travail. Dans le cadre de la concurrence exacerbée sur le marché mondial, les capitalistes suisses n'étaient pas enclins à céder le moins du monde. La combinaison entre stagnation des salaires, croissance de la productivité et long temps de travail, leur permet d'abaisser les coûts unitaires de travail, alors que la revalorisation du franc suisse face aux autres devises amoindrit la capacité concurrentielle des exportations.

Dans cette bataille - à l'émerveillement des observateurs des grands journaux financiers internationaux - patrons et banquiers ne trouvèrent pas en face d'eux les syndicats. Au contraire, l'Union syndicale suisse se plaça au premier rang des adversaires de l'initiative. Mais les choses n'allèrent pas toutes seules.

Le résultat

Le 5 décembre 1976, 370.000 salariés se prononcèrent pour l'initiative des 40 heures, soit 22% des votants. Il ne faut pas oublier qu'en-

viron un quart des salariés travaillant en Suisse ne peuvent pas voter : les travailleurs immigrés, sans parler des jeunes travailleurs (chez qui la revendication des 40 heures avait un écho important comme l'ont prouvé diverses enquêtes). Si l'on considère la force que représente les trois organisations qui déposèrent l'initiative et la campagne menée par la bourgeoisie dans sa presse, radio et TV, comme la position de la centrale syndicale (l'USS), le résultat n'est pas négligeable. Une simple comparaison avec les scores obtenus par les dernières initiatives constitutionnelles indiquent la valeur significative du résultat, dans le cadre socio-politique actuel en Suisse.

	nombre de oui	%	participation électorale (%)
Initiative sur l'assurance vieillesse du Parti du Travail (PC)	294.511	15,6	52,9
Initiative sur la participation dans les entreprises lancée par l'USS (75)	471.439	32,4	39,4
Initiative sur les 40 h du POCH-PSA-LMR (1976)	370.439	22	44,7

En outre, le pourcentage de 22% ne doit pas être pris isolément. En effet, si l'on examine les résultats dans les cantons où une plus ou moins large unité d'action entre partis, organisations et syndicats du mouvement ouvrier s'est établie, on constate que le pourcentage de oui est considérablement plus élevé : 32,6% à Bâle-ville, 42,1% dans le canton de Genève, 34,6% dans le canton du Tessin, 29,8% dans le canton de Neuchâtel. En outre, dans les quartiers les plus ouvriers des grandes villes, les pourcentages dépassent les 40% et représentent fort souvent une majorité absolue des salariés.

Différenciations dans le mouvement ouvrier

Mais ceci n'est pas le plus important. En mettant à profit un mécanisme de la démocratie semi-directe, trois organisations "mineures" du mouvement ouvrier - en une unité d'action sur une plate-forme correspondant aux besoins objectifs de la classe ouvrière et mettant en question la politique de "paix du travail" - ont stimulé un processus de différenciation important au sein même des organisations traditionnelles. De plus, elles ont réussi à mettre sur pied une large unité d'action avec toutes les composantes du mouvement ouvrier, dans certains cas.

Tout d'abord, lors de son Congrès d'octobre 76, le Parti socialiste suisse - parti gouvernemental depuis la seconde guerre mondiale - a vu l'opposition (qui était favorable aux 40 heures) renverser la position de la direction. Dans divers cantons, les sections du PSS participèrent donc à une campagne commune. Le Parti du Travail (PC), qui avait sectairement attaqué l'initiative, dut changer son fusil d'épaule.

Ensuite, au sein de l'USS, diverses fédérations, sur la plan cantonal ou fédéral, se prononcèrent pour l'initiative contre la prise de position de l'USS. Ce fut, entre autre, le cas du syndicat des typographes, de diverses sections du syndicat des postes et téléphones, etc... Sous cette pression, l'USS se vit contrainte d'annoncer le lancement d'une initiative pour l'introduction très progressive des 40 heures, lancement dont la fonction immédiate, évidemment, était d'affaiblir la position et l'audience de l'initiative du POCH-PSA-LMR.

Enfin, un débat important se déroula dans les rangs des travailleurs, ce qui n'est pas sans importance au moment où doivent se renouveler de nombreuses conventions collectives. En effet, cette campagne a actualisé cette revendication qui deviendra dès lors partie prenante des nombreuses plate-formes revendicatives.

Une telle campagne, combinée avec un patient travail sur le plan syndical et l'organisation la plus large de la solidarité avec des grèves qui se développent très lentement en Suisse française (et qui sont encore des phénomènes isolés), représente un des instruments avec lequel peut être préparée une mobilisation indépendante et unitaire de la classe ouvrière.

Cette tâche est d'actualité au moment où la bourgeoisie a engagé une attaque d'ampleur contre ce que la classe ouvrière a obtenu durant près de 15 ans - essentiellement comme sous-produit de l'exceptionnelle haute conjoncture - et alors que le mouvement xénophobe prépare une nouvelle offensive (une nouvelle initiative xénophobe sera présentée sous peu au vote).

NOTES

(1) Les mécanismes de la démocratie semi-directe permettent de proposer des modifications de la Constitution fédérale. Présentée sous la forme d'une initiative constitutionnelle qui doit réunir 50.000 signatures pour être validée, cette modification doit être soumise au vote populaire.

(2) Le POCH (Organisation Progressiste de Suisse), créé par des anciens militants du Parti du Travail, en Suisse alémanique, se revendique partiellement de la tradition de la IIIème Internationale stalinienne. Actuellement, il se situe sur le terrain de la politique des PC officiels. Le PSA (Parti socialiste autonome) est issu d'une scission du PS du Tessin et possède actuellement des liens privilégiés avec le POCH.

(3) L'Union syndicale suisse est l'organisation faîtière qui regroupe les diverses fédérations syndicales. Elle comptait 470.000 membres en 1975. En son sein, la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et l'horlogerie) qui organise 145.000 travailleurs, possède un poids important. Cette fédération est à l'avant-poste de la politique de "paix du travail".

UNE DEFENSE EFFICACE !

Nous publions ci-dessous la traduction de larges extraits du communiqué n°4 du "Comité de défense des travailleurs", rendu public le 22.11.76 à Varsovie. Le "Comité de défense des travailleurs" a été créé après les mobilisations ouvrières du 25 juin 1976 (1).

Ce texte indique avec précision les moyens mis en œuvre par la bureaucratie polonaise pour tenter de "mettre au pas" les travailleurs. Dans une déclaration faite au début de janvier 1977, le Comité soulignait que "la terreur et l'illégalité régnaient toujours à Radom et risquent de faire tache d'huile dans tout le pays, si tous les actes de violation de la légalité ne sont pas punis."

Mais la répression bureaucratique vise de même, et tout spécialement, les membres du Comité de défense qui représentent aujourd'hui un courant non négligeable en Pologne. Leur audience dans la classe ouvrière est importante. Ainsi, sur 5.000 travailleurs de deux usines de Radom et Zielona-Gura, seuls 160 - parmi eux les dirigeants du Parti et les directeurs des entreprises - ont signé une pétition réclamant l' "expulsion" de Pologne des membres du Comité. Gierek et sa police utilisent diverses méthodes pour tenter de se défaire du "Comité de défense". Par exemple, l'administration des postes a reçu l'ordre de confisquer les dons en espèces qui sont envoyés aux membres du Comité. Elle doit les verser au Trésor d'Etat ! La police vise de cette façon à supprimer au Comité sa fonction concrète de défense matérielle des ouvriers soumis aux mesures répressives de l'administration et de la justice.

Deux des membres du Comité, l'écrivain Jerzy Andrzejwski (auteur du livre "Cendre et Diamant") et l'actrice Halina Mikolajska sont convoqués, au début de ce mois, devant un "tribunal spécial" pour répondre de l'accusation de "collecte d'argent illégale". L'auteur de "Cendre et Diamant" s'était déjà vu - comme le Comité - attaqué dans la presse polonaise. Le rédacteur en chef du quotidien "Zycie Warszawy" écrivait le 8.1.77 : "Il est dommage qu'au crépuscule de sa vie Andrzejewski se soit associé à un groupe, petit mais bruyant, de gens... qui souhaitent par leur activité, troubler l'atmosphère morale en Pologne ? Ces gens voudraient faire revenir la Pologne en arrière sur la voie du développement national. Dans leur programme, on trouve toutes sortes de choses : l'utopie de Trotski, des morceaux de la social-démocratie, des fragments de la nouvelle politique économique (NEP) des Soviets et les dernières munitions anti-communistes, une tranche de sionisme et un extrait de démocratie chrétienne, en un mot, un affreux chaos et mélange d'idées."

Néanmoins, de plus en plus de "personnalités" semblent avoir un attrait pour "ce chaos d'idées" qui prend la forme d'une campagne efficace de défense des travailleurs. Le "Comité de défense" qui était composé de 15 membres à son début, en compte actuellement 23. Et, au début de ce mois, 172 "personnalités" ont fait parvenir une lettre "aux représentants de la culture au Parlement". Ils y réclamaient la création d'une commission d'enquête sur les mesures de répression appliquées par la police à l'encontre des travailleurs qui manifestèrent en juin 1976. Cette lettre affirme : "Nous pensons qu'il est nécessaire d'instaurer une commission pour enquêter sur les abus et les sévices dont tout le pays parle ... Il est du devoir civique et moral de tout homme honnête de stigmatiser ces pratiques abominables et de les combattre avec tous les moyens possibles. Se taire serait comme d'habitude un signe d'approbation, et dans ce cas, cela signifierait que l'on approuve l'injustice et la violence physique."

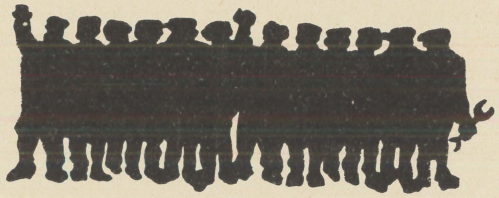
Toutes les intimidations de Gierek n'ont pas pu faire taire le vaste mouvement de protestation contre la répression et ceci ne peut à son tour que renforcer les travailleurs dans leur lutte. L'écho du "Comité de défense des travailleurs" a dépassé les frontières de la Pologne. En France, un "Comité de solidarité avec les travailleurs polonais" s'est constitué en novembre 1976. Il définit ainsi son rôle : "le rôle du comité français est de soutenir le comité polonais dans toutes ses activités et d'appeler l'opinion française à la solidarité avec le mouvement ouvrier et l'opposition démocratique en Pologne. La tâche actuellement la plus urgente est de collecter de l'argent pour aider les familles des emprisonnés et des licenciés et pour assurer la défense de tous ceux qui attendent encore le jugement". (2)

Communiqué n°4 du Comité de défense des ouvriers

DOCUMENT

Varsovie, le 26 novembre 1976

Toutes les informations fournies ci-dessous ont été vérifiées et forment une actualisation des données produites dans les communiqués n°1, n°2 et n°3 datés du 29.09.76, du 10.10.76 et du 30.10.76. /.../



1. Données globales sur les arrestations et les emprisonnements

En liaison avec les événements du 25 juin, deux mille personnes ont été arrêtées à Radom et et environ cinq cents personnes à Ursus, selon les actuelles estimations. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons obtenus des renseignements concernant 261 personnes condamnées à Radom et 112 personnes condamnées d'Ursus. Nous ne pouvons pas donner le nombre exact des personnes encore en prison car actuellement à Radom, on libère ceux qui attendent leur procès et, en même temps, des personnes déjà libérées sont convoquées à la prison. Trois personnes d'Ursus sont encore certainement emprisonnées. /.../

3. Données sur la répression en dehors de Radom et Usus

Nous connaissons des cas de répression - surtout des licenciements - dans les villes suivantes : Nowy Targ, Lodz, Gdansk, Pruszcz Gdanski, Elblag, Plock, Szczecin, Starachowice, Varsovie. Ainsi, 200 à 400 personnes ont été licenciées aux Chantiers navals "Lenine" de Gdansk, environ 300 dans l'usine de camions de Starachowice et 200 à 250 dans l'usine de chaussures de Nowy Targ. A Gdansk nous connaissons le nom de 92 licenciés des Chantiers navals, des usines ZREMB et Budimer, et de la fabrique d'appareils laitiers.

Jusqu'au 31 juillet, 68 appels ont été présentés aux commissions d'appel. Sur ce nombre, 53 appels ont été rejetés, 11 arrangés à l'amiable et dans trois cas les personnes ont retrouvé leur travail. Jusqu'au 29 septembre, 20 personnes ont fait appel aux tribunaux de travail.

Dans les rapports concernant les licenciés, on retrouve systématiquement les directives du Département de l'Emploi et des Affaires sociales du Conseil national de Gdansk interdisant de les engager : '... Les directeurs ont été informés de la nécessité de la stricte application de la réglementation en vigueur en ce qui concerne l'engagement du personnel, avec une considération particulière /.../ à savoir le non engagement des personnes dont les contrats de travail ont été résiliés de façon immédiate'.

De même qu'à Radom et Ursus, les licenciements ont été effectués en violation du droit du travail par l'utilisation de l'article 52 du code de travail en tant que réglementation anti-grève. Les procès de E. Szreder contre l'entreprise ZREMB et de J. Zapolnik contre les Chantiers navals sont caractéristiques de telles pratiques. Szreder a été licencié parce que 'disposant d'une grande autorité, en arrêtant de travailler, il a provoqué l'arrêt de travail des autres'. Jozef Zapolnik quant à lui, a été licencié bien que 'le 25 juin, il était en congé maladie et n'était venu aux Chantiers navals que pour se procurer l'aide funéraire, sa fille ayant été enterrée deux jours auparavant'. (tiré de "l'Information" signé par le Président de la commission régionale d'appel pour les affaires de travail à Gdansk). Henryk Kicha a été licencié parce que, en tant que président du cercle de l'Union socialiste de la Jeunesse polonaise, il a convoqué une réunion en défense de J. Trzaska - licencié - et a essayé de rassembler des signatures pour le soutenir. M. Traczyk a demandé pendant la réunion consultative que l'augmentation des prix soit rediscutée par les économistes. Il a été licencié !

A Nowy Targ, la grève a débuté le 29 juin en tant que protestation contre les fausses informations de la presse. Deux cent cinquante personnes environ ont été licenciées. Depuis, 50 personnes environ ont été reprises.

A Lodz, comme dans beaucoup d'autres villes, de nombreuses entreprises ont fait grève le 25 juin 1976. Nous ne disposons pas de la liste complète. Dans l'usine textile "Malgorzata Fornalska, un comité de grève s'est formé.

Le premier juillet, pas moins de 300 personnes ont été licenciées en application de l'article 52 du code du travail. Jusqu'à aujourd'hui, presque tous les licenciés ont retrouvé un travail, après une période de chômage variant entre un et quatre mois. En général, ce travail est moins rétribué que le précédent. Seulement dans l'entreprise "M. Fornalska", un pourcentage important de licenciés ont utilisé les possibilités de défense juridique et de nombreux plaignants ont retrouvé leur travail en fonction de la décision des tribunaux du travail. Dans tous les cas que nous connaissons, les commissions d'appel se sont prononcées contre les ouvriers. Dans la deuxième moitié de juillet, tous les licenciés ont été convoqués par la milice et questionnés sur leurs moyens de subsistance, on leur a recommandé de mettre au courant la milice s'ils trouvent un travail.

4. Etendue de l'aide apportée aux ouvriers de Radom, Usus et Lodz

URSUS : Le comité dispose d'informations sur 209 personnes reprimées. 107 familles bénéficient d'une aide permanente. Sur les 209 personnes, 69 ont déjà obtenu un travail. /.../ 338.170 zlotys ont été dépensés, dont 39.900 pour des aides occasionnelles, 198.160 pour une aide continue et 100.110 zlotys pour les frais de justice. Le principal problème est le paiement des frais de justice qui s'élèvent à 137.140 zlotys. /.../ Selon les informations officielles transmises par la direction au comité de Voïvodie du POUP, 500 personnes ont été licenciées dans l'usine de tracteurs "Ursus". Parmi eux seuls, 15 personnes ont été réadmises. /.../

RADOM : A Radom, 292 cas de répression ont été constatés. L'aide financière touche 85 familles et l'aide juridique 34 personnes. 261 condamnations ont été prononcées, dont 54 à des peines de plus de deux ans de prison, 37 de 3 mois à 2 ans, 48 à moins de 3 mois. /.../ Nous connaissons beaucoup de cas où on a exigé des travailleurs réadmis dans leur usine - en contre-partie du maintien de leurs acquis - des déclarations de résiliation du paiement du temps de chômage forcé, qui pourtant leur était dû. /.../ 304.960 zlotys ont été dépensés.

LODZ : Nos informations concernent 34 personnes, nous avons dépensé en aides diverses 15.000 zlotys. /.../

En tout, à Radom, Ursus et Lodz, nous avons dépensé 658.030 zlotys. L'aide permanente touche 230 familles, ce qui est loin de représenter l'ensemble des familles nécessiteuses. /.../

9. Les buts du Comité de défense des ouvriers

Nous répétons les buts du comité formulés dans notre communiqué n°3 :

Le comité est né pour apporter l'aide juridique, médicale et financière aux participants de la protestation de juin, réprimés. Dans la situation où les syndicats, les agences d'aide sociale et les organes de défense des citoyens n'ont pas rempli leurs fonctions, un groupe de gens de bonne volonté devait jouer ce rôle. Au moment où ces institutions rempliront leurs obligations et mettront fin aux persécutions, où il y aura une amnistie, où tous les réprimés auront été réhabilités et auront retrouvé leur travail en gardant les ayantages acquis, où l'étendue de la répression d'après juin aura été rendue publique et où auront été inculpés les responsables des abus, des violations du droit et des tortures à l'encontre des travailleurs, alors le comité perdra sa raison d'exister. /.../

12. Appel

Nous rappelons encore une fois que, où que se trouvent des réprimés, le devoir social est de s'organiser pour les défendre. Dans chaque milieu, dans chaque entreprise, devraient se trouver des personnes courageuses, prenant l'initiative des formes de défense collective. Nous appelons les réprimés à utiliser tous leurs droits pour leur défense. Le comité est prêt à leur venir en aide dans la mesure de ses possibilités.

Le Comité de Défense des Ouvriers continue d'appeler à l'aide financière, juridique et médicale pour les réprimés. Nous lançons aussi un appel pour l'envoi des informations exactes indispensables au travail du Comité.

LE COMITE DE DEFENSE DES OUVRIERS :
J. Andrzejewski, S. Baranczak, B. Borusewicz, M. Chojecki, L. Cohn, J. Kuron, E. Lipinski, J. J. Lipski, A. Macierewicz, H. Mikolajska, E. Morgiewicz, P. Naimski, A. Pajdak, J. Rybicki, J. Sreniowski, A. Steinbergowa, A. Szczypiorski, W. Zawadzki, Mgr. J. Zieja, W. Ziembinski.

NOTES

(1) voir Inprecor n°56 (22.7.76), n°60 (21.10.76) et n°63 (25.11.76)
(2) adresse du Comité : "Cahiers du Cinéma", 9 passage de la Boule blanche, 75012 Paris, tous les envois de fonds doivent se faire à : J. F. Jézquel - CCP 3 28 61 K - La Source.

Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb, 1030 Bruxelles.